Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 44 del 23 febbraio 1994 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Mercoledì, 23 febbraio 1994** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 33

LEGGE 14 febbraio 1994, n. **124.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla biodiversità, con annessi, fatta a Rio de Janeiro il 5 giugno 1992.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 14 febbraio 1994, n. **124.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla biodiversità, con annessi, fatta a Rio de Janeiro il 5 giugno 1992.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sulla biodiversità, con annessi, fatta a Rio de Janeiro il 5 giugno 1992.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 36 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 700 milioni per l'anno 1994 ed in lire 1.300 milioni annui a decorrere dal 1995, si provvede mediante corrispondente utilizzo dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1994-1996, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1994, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 febbraio 1994

SCÀLFARO

CIAMPI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

ANDREATTA, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli* CONSO

CONVENTION
SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

NATIONS UNIES
1992

CONVENTION SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE

Préambule

Les Parties contractantes.

Conscientes de la valeur intrinsèque de la diversité biologique et de la valeur de la diversité et de ses éléments constitutifs sur les plans environnemental, génétique, social., économique. scientifique. éducatif, culturel, recréatif et esthétique.

Conscientes également de l'importance de la diversité biologique pour l'évolution et pour la préservation des systèmes qui entretiennent la biosphère,

Affirmant que la conservation de la diversité biologique est une préoccupation commune à l'humanité.

Réaffirmant que les Etats ont des droits souverains sur leurs ressources biologiques,

Réaffirmant également que les Etats sont responsables de la conservation de leur diversité biologique et de l'utilisation durable de leurs ressources biologiques,

Préoccupées par le fait que la diversité biologique s'appauvrit considérablement par suite de certaines des activités de l'homme,

Conscientes du fait que les renseignements et les connaissances sur la diversité biologique font généralement défaut et qu il est nécessaire de développer d'urgence les moyens scientifiques. techniques et institutionnels propres a assurer le savoir fondamental nécessaire à la conception des mesures appropriées et à leur mise en oeuvre.

Notant qu'il importe au plus haut point d'anticiper et de prévenir les causes de la réduction ou de la perte sensible de la diversité biologique à la source et de s'y attaquer.

Notant également que lorsqu'il existe une menace de réduction sensible ou de perte de la diversité biologique, l'absence de certitudes scientifiques totales ne doit pas être invoquee comme raison pour différer les mesures qui permettraient d'en éviter le danger ou d'en atténuer les effets,

Notant en outre que la conservation de la diversité biologique exige essentiellement la conservation *in situ* des écosystèmes et des habitats naturels ainsi que le maintien et la reconstitution de populations viables d'espèces dans leur milieu naturel.

Notant en outre que des mesures *ex situ*. de préférence dans le pays d'origine, revêtent également une grande importance.

Reconnaissant qu'un grand nombre de communautés locales et de populations autochtones dépendent étroitement et traditionnellement des ressources biologiques sur lesquelles sont fondées leurs traditions et qu'il est souhaitable d'assurer le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles intéressant la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments,

Reconnaissant également le rôle capital que jouent les femmes dans la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et affirmant la nécessité d'assurer leur pleine participation à tous les niveaux aux décisions politiques concernant la conservation de la diversité biologique et à leur application,

Soulignant qu'il importe et qu'il est nécessaire de favoriser la coopération internationale, régionale et mondiale entre les Etats et les organisations intergouvernementales et le secteur non gouvernemental aux fins de conservation de la diversité biologique et de l'utilisation durable de ses éléments,

Reconnaissant que le fait d'assurer des ressources financières nouvelles et additionnelles ainsi qu'un accès satisfaisant aux techniques pertinentes devrait influer sensiblement sur la mesure dans laquelle le monde sera à même de s'attaquer à l'appauvrissement de la diversité biologique,

Reconnaissant en outre que des moyens spéciaux sont nécessaires pour satisfaire les besoins des pays en développement, notamment la fourniture de ressources financières nouvelles et additionnelles ainsi qu'un accès approprié aux techniques pertinentes,

Notant à cet égard les conditions particulières des pays les moins avancés et des petits Etats insulaires,

Reconnaissant que des investissements importants sont nécessaires pour assurer la conservation de la diversité biologique, dont on peut escompter de nombreux avantages sur les plans environnemental, économique et social,

Reconnaissant que le développement économique et social et l'éradication de la pauvreté sont les premières priorités des pays en développement qui prennent le pas sur toutes les autres,

Conscientes du fait que la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique revêtent la plus haute importance pour la satisfaction des besoins alimentaires, sanitaires et autres de la population de la planète, qui ne cesse de croître, et que l'accès aux ressources génétiques et à la technologie ainsi que leur partage sont de ce fait indispensables,

Notant qu'à terme la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique renforceront les relations amicales entre Etats et contribueront à la paix de l'humanité,

Désireuses d'améliorer et de compléter les arrangements internationaux existant en matière de conservation de la diversité biologique et d'utilisation durable de ses éléments,

Déterminées a conserver et à utiliser durablement la diversité biologique au profit des générations présentes et futures,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier. Objectifs

Les objectifs de la présente Convention, dont la réalisation sera conforme à ses dispositions pertinentes, sont la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques, notamment grâce à un accès satisfaisant aux ressources génétiques et à un transfert approprié des techniques pertinentes, compte tenu de tous les droits sur ces ressources et aux techniques, et grâce à un financement adéquat.

Article 2. Emploi des termes

Aux fins de la présente Convention, on entend par

Biotechnologie : toute application technologique qui utilise des systèmes biologiques, des organismes vivants, ou des dérivés de ceux-ci, pour réaliser ou modifier des produits ou des procédés à usage spécifique.

Conditions in situ conditions caractérisées par l'existence de ressources génétiques au sein d'écosystèmes et d'habitats naturels et, dans le cas des espèces domestiquées et cultivées, dans le milieu où se sont développés leurs caractères distinctifs.

Conservation ex situ la conservation d'éléments constitutifs de la diversité biologique en dehors de leur milieu naturel.

Conservation in situ . la conservation des écosystèmes et des habitats naturels et le maintien et la reconstitution de populations viables d'espèces dans leur milieu naturel et, dans le cas des espèces domestiquées et cultivées, dans le milieu ou se sont développés leurs caractères distinctifs.

Diversité biologique · Variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les ecosystèmes terrestres, marins et autres ecosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes.

Ecosystème : le complexe dynamique formé de communautés de plantes, d'animaux et de micro-organismes et de leur environnement non vivant qui, par leur interaction, forment une unité fonctionnelle.

Espèce domestiquée ou cultivée : toute espèce dont le processus d'évolution a été influencé par l'homme pour répondre à ses besoins.

Habitat : le lieu ou type de site dans lequel un organisme ou une population existe à l'état naturel.

Matériel génétique : le matériel d'origine végétale, animale, microbienne ou autre, contenant des unités fonctionnelles de l'hérédité.

Organisation régionale d'intégration économique toute organisation constituée par des Etats souverains d'une région donnée, à laquelle ces Etats membres ont transféré des compétences en ce qui concerne les questions régies par la présente Convention et qui a été dûment mandatée, conformément à ses procédures internes, pour signer, ratifier, accepter, approuver ladite Convention ou y adhérer.

Pays d'origine des ressources génétiques : pays qui possède ces ressources génétiques dans des conditions *in situ*.

Pays fournisseur de ressources génétiques : tout pays qui fournit des ressources génétiques récoltées auprès de sources *in situ*, y compris les populations d'espèces sauvages ou domestiquées, ou prélevées auprès de sources *ex situ*, qu'elles soient ou non originaires de ce pays.

Ressources biologiques : les ressources génétiques, les organismes ou éléments de ceux-ci, les populations, ou tout autre élément biotique des écosystèmes ayant une utilisation ou une valeur effective ou potentielle pour l'humanité.

Ressources génétiques : le matériel génétique ayant une valeur effective ou potentielle.

Technologie : toute technologie y compris la biotechnologie.

Utilisation durable : l'utilisation des éléments constitutifs de la diversité biologique d'une manière et à un rythme qui n'entraînent pas leur appauvrissement à long terme, et sauvegardent ainsi leur potentiel pour satisfaire les besoins et les aspirations des générations présentes et futures.

Zone protégée : toute zone géographiquement délimitée qui est désignée, ou réglementée, et gérée en vue d'atteindre des objectifs spécifiques de conservation.

Article 3. Principe

Conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommage à l'environnement dans d'autres Etats ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale.

Article 4. Champ d'application

Sous réserve des droits des autres Etats et sauf disposition contraire expresse de la présente convention, les dispositions de la Convention s'appliquent à chacune des Parties contractantes :

a) Lorsqu'il s'agit des éléments de la diversité biologique de zones situées dans les limites de sa juridiction nationale:

b) Lorsqu'il s'agit des processus et activités qui sont réalisés sous sa juridiction ou son contrôle, que ce soit à l'intérieur de la zone relevant de sa juridiction nationale ou en dehors des limites de sa juridiction nationale, indépendamment de l'endroit où ces processus et activités produisent leurs effets.

Article 5. Coopération

Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, coopère avec d'autres Parties contractantes, directement ou, le cas échéant, par l'intermédiaire d'organisations internationales compétentes, dans des domaines ne relevant pas de la juridiction nationale et dans d'autres domaines d'intéret mutuel, pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

Article 6. Mesures générales en vue de la conservation et de l'utilisation durable

Chacune des Parties contractantes, en fonction des conditions et moyens qui lui sont propres :

a) Elabore des stratégies, plans ou programmes nationaux tendant à assurer la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique ou adapte à cette fin ses stratégies, plans ou programmes existants qui tiendront compte, entre autres, des mesures énoncées dans la présente Convention qui la concernent;

b) Intègre, dans toute la mesure possible et comme il convient, la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans ses plans, programmes et politiques sectoriels ou intersectoriels pertinents.

Article 7. Identification et surveillance

Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, notamment aux fins des articles 8 à 10 :

a) Identifie les éléments constitutifs de la diversité biologique importants pour sa conservation et son utilisation durable, en tenant compte de la liste indicative de catégories figurant à l'annexe I.

b) Surveille par prélèvement d'échantillons et d'autres techniques, les éléments constitutifs de la diversité biologique identifiés en application de l'alinéa a) ci-dessus, et prête une attention particulière à ceux qui doivent d'urgence faire l'objet de mesures de conservation ainsi qu'à ceux qui offrent le plus de possibilités en matière d'utilisation durable;

c) Identifie les processus et catégories d'activités qui ont ou risquent d'avoir une influence défavorable sensible sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et surveille leurs effets par prélèvement d'échantillons et d'autres techniques.

d) Conserve et structure à l'aide d'un système les données résultant des activités d'identification et de surveillance entreprises conformément aux alinéas a), b) et c) ci-dessus.

Article 8. Conservation in situ

Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra :

a) Etablit un système de zones protégées ou de zones où des mesures spéciales doivent être prises pour conserver la diversité biologique;

b) Elabore, si nécessaire, des lignes directrices pour le choix, la création et la gestion de zones protégées ou de zones où des mesures spéciales doivent être prises pour conserver la diversité biologique;

c) Réglemente ou gère les ressources biologiques présentant une importance pour la conservation de la diversité biologique à l'intérieur comme à l'extérieur des zones protégées afin d'assurer leur conservation et leur utilisation durable;

d) Favorise la protection des écosystèmes et des habitats naturels, ainsi que le maintien de populations viables d'espèces dans leur milieu naturel;

e) Promeut un développement durable et écologiquement rationnel dans les zones adjacentes aux zones protégées en vue de renforcer la protection de ces dernières;

f) Remet en etat et restaure les écosystèmes dégradés et favorise la reconstitution des espèces menacées moyennant, entre autres, l'élaboration et l'application de plans ou autres stratégies de gestion;

g) Met en place ou maintient des moyens pour réglementer, gérer ou maîtriser les risques associés à l'utilisation et à la libération d'organismes vivants et modifiés résultant de la biotechnologie qui risquent d'avoir sur l'environnement des impacts défavorables qui pourraient influer sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine;

h) Empêche d'introduire, contrôle ou éradique les espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces;

i) S'efforce d'instaurer les conditions nécessaires pour assurer la compatibilité entre les utilisations actuelles et la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs;

j) Sous réserve des dispositions de sa législation nationale, respecte, préserve et maintient les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et en favorise l'application sur une plus grande échelle, avec l'accord et la participation des dépositaires de ces connaissances, innovations et pratiques et encourage le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques;

k) Formule ou maintient en vigueur les dispositions législatives et autres dispositions réglementaires nécessaires pour protéger les especes et populations menacées;

l) Lorsqu'un effet défavorable important sur la diversité biologique a été determiné conformément à l'article 7, réglemente ou gère les processus pertinents ainsi que les catégories d'activités;

m) Coopère à l'octroi d'un appui financier et autre pour la conservation *in situ* visée aux alinéas a) à l) ci-dessus, notamment aux pays en développement.

Article 9. Conservation ex situ

Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, et au premier chef afin de compléter les mesures de conservation *in situ*

a) Adopte des mesures pour conserver *ex situ* des éléments constitutifs de la diversité biologique, de préférence dans le pays d'origine de ces éléments;

b) Met en place et entretient des installations de conservation *ex situ* et de recherche pour les plantes, les animaux et les micro-organismes, de préférence dans le pays d'origine des ressources génétiques;

c) Adopte des mesures en vue d'assurer la reconstitution et la régénération des espèces menacées et la réintroduction de ces espèces dans leur habitat naturel dans de bonnes conditions:

d) Réglemente et gère la collecte des ressources biologiques dans les habitats naturels aux fins de la conservation *ex situ* de manière à éviter que soient menacés les écosystèmes et les populations d'espèces *in situ*, excepté lorsque des mesures *ex situ* particulières sont temporairement nécessaires, conformément à l'alinéa c) ci-dessus:

e) Coopère à l'octroi d'un appui financier et autre pour la conservation *ex situ* visee aux alinéas a) à d) ci-dessus, et à la création et au maintien de moyens de conservation *ex situ* dans les pays en developpement.

Article 10. Utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique

Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra :

a) Intègre les considérations relatives à la conservation et à l'utilisation durable des ressources biologiques dans le processus décisionnel national;

b) Adopte des mesures concernant l'utilisation des ressources biologiques pour éviter ou atténuer les effets defavorables sur la diversité biologique;

c) Protège et encourage l'usage coutumier des ressources biologiques conformément aux pratiques culturelles traditionnelles compatibles avec les impératifs de leur conservation ou de leur utilisation durable;

d) Aide les populations locales à concevoir et à appliquer des mesures correctives dans les zones dégradées où la diversité biologique a été appauvrie;

e) Encourage ses pouvoirs publics et son secteur privé à coopérer pour mettre au point des methodes favorisant l'utilisation durable des ressources biologiques.

Article 11. Mesures d'incitation

Chaque Partie contractante adopte, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, des mesures économiquement et socialement rationnelles incitant à conserver et à utiliser durablement les éléments constitutifs de la diversité biologique.

Article 12. Recherche et formation

Les Parties contractantes, tenant compte des besoins particuliers des pays en développement :

a) Mettent en place et poursuivent des programmes d'éducation et de formation scientifiques et techniques pour identifier et conserver la diversité biologique et ses eléments constitutifs et en assurer l'utilisation durable, et apportent un appui à l'éducation et à la formation répondant aux besoins particuliers des pays en développement;

b) Favorisent et encouragent la recherche qui contribue à conserver la diversité biologique et à en assurer l'utilisation durable, en particulier dans les pays en développement, en se conformant entre autres aux décisions de la Conférence des Parties faisant suite aux recommandations de l'organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques;

c) Conformément aux dispositions des articles 16, 18 et 20, encouragent l'exploitation des progrès de la recherche scientifique sur la diversité biologique pour mettre au point des méthodes de conservation et d'utilisation durable des ressources biologiques, et coopèrent à cet effet;

Article 13. Education et sensibilisation du public

Les Parties contractantes :

a) Favorisent et encouragent une prise de conscience de l'importance de la conservation de la diversité biologique et des mesures nécessaires à cet effet et en assurent la promotion par les médias, ainsi que la prise en compte de ces questions dans les programmes d'enseignement;

b) Coopèrent, selon qu'il conviendra, avec d'autres Etats et des organisations internationales, pour mettre au point des programmes d'éducation et de sensibilisation du public concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

Article 14. Etudes d'impact et réduction des effets nocifs

1. Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra :

a) Adopte des procédures permettant d'exiger l'évaluation des impacts sur l'environnement des projets qu'elle a proposés et qui sont susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique en vue d'éviter et de réduire au minimum de tels effets, et, s'il y a lieu, permet au public de participer à ces procédures;

b) Prend les dispositions voulues pour qu'il soit dûment tenu compte des effets sur l'environnement de ses programmes et politiques susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique;

c) Encourage, sur une base de réciprocité, la notification, l'échange de renseignements et les consultations au sujet des activités relevant de sa juridiction ou de son autorité et susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique d'autres Etats ou de zones situées hors des limites de la juridiction nationale, en encourageant la conclusion d'accords bilatéraux, régionaux ou multilatéraux, selon qu'il conviendra;

d) Dans le cas d'un danger ou d'un dommage imminent ou grave trouvant son origine sous sa juridiction ou son contrôle et menaçant la diversité biologique dans une zone relevant de la juridiction d'autres Etats ou dans des zones situées en dehors des limites de la juridiction des Etats, en informe immédiatement les Etats susceptibles d'être touchés par ce danger ou ce dommage, et prend les mesures propres à prévenir ce danger ou ce dommage ou à en atténuer autant que possible les effets;

e) Facilite les arrangements nationaux aux fins de l'adoption de mesures d'urgence au cas où des activités ou des événements, d'origine naturelle ou autre, présenteraient un danger grave ou imminent pour la diversité biologique, et encourage la coopération internationale en vue d'étayer ces efforts nationaux et, selon qu'il est approprié et comme en conviennent les Etats ou les organisations régionales d'intégration économique concernés, en vue d'établir des plans d'urgence communs;

2. La Conférence des Parties examine, sur la base des études qui seront entreprises, la question de la responsabilité et de la réparation, y compris la remise en état et l'indemnisation pour dommages causés à la diversité biologique, sauf si cette responsabilité est d'ordre strictement interne.

Article 15. Accès aux ressources génétiques

1. Etant donné que les Etats ont droit de souveraineté sur leurs ressources naturelles, le pouvoir de déterminer l'accès aux ressources génétiques appartient aux gouvernements et est régi par la législation nationale.

2. Chaque Partie contractante s'efforce de créer les conditions propres à faciliter l'accès aux ressources génétiques aux fins d'utilisation écologiquement rationnelle par d'autres Parties contractantes et de ne pas imposer de restrictions allant à l'encontre des objectifs de la présente Convention.

3. Aux fins de la présente Convention, on entend par ressources génétiques fournies par une Partie contractante, et dont il est fait mention dans le present article et aux articles 16 et 19 ci-après, exclusivement les ressources qui sont fournies par des Parties contractantes qui sont des pays d'origine de ces ressources ou par des Parties qui les ont acquises conformément à la présente Convention.

4. L'accès, lorsqu'il est accordé, est régi par des conditions convenues d'un commun accord et est soumis aux dispositions du présent article.

5. L'accès aux ressources génétiques est soumis au consentement préalable donné en connaissance de cause de la Partie contractante qui fournit lesdites ressources, sauf décision contraire de cette Partie.

6. Chaque Partie contractante s'efforce de développer et d'effectuer des recherches scientifiques fondées sur les ressources génétiques fournies par d'autres Parties contractantes avec la pleine participation de ces Parties et, dans la mesure du possible, sur leur territoire.

7. Chaque Partie contractante prend les mesures législatives, administratives ou de politique générale appropriees, conformément aux articles 16 et 19 et, le cas échéant, par le biais du mécanisme de financement créé en vertu des articles 20 et 21, pour assurer le partage juste et équitable des résultats de la recherche et de la mise en valeur ainsi que des avantages resultant de l'utilisation commerciale et autre des ressources génétiques avec la Partie contractante qui fournit ces ressources. Ce partage s'effectue selon des modalités mutuellement convenues.

Article 16. Accès à la technologie et transfert de technologie

1. Chaque Partie contractante, reconnaissant que la technologie inclut la biotechnologie, et que l'accès à la technologie et le transfert de celle-ci entre Parties contractantes sont des éléments essentiels à la réalisation des objectifs de la présente Convention, s'engage, sous reserve des dispositions du présent article, à assurer et/ou à faciliter

a d'autres Parties contractantes l'accès aux technologies nécessaires à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, ou utilisant les ressources génétiques sans causer de dommages sensibles à l'environnement, et le transfert desdites technologies.

2. L'accès à la technologie et le transfert de celle-ci, tels que visés au paragraphe 1 ci-dessus, sont assurés et/ou facilités pour ce qui concerne les pays en développement à des conditions justes et les plus favorables, y compris à des conditions de faveur et préférentielles s'il en est ainsi mutuellement convenu, et selon que de besoin conformément aux mécanismes financiers établis aux termes des articles 20 et 21. Lorsque les technologies font l'objet de brevets et autres droits de propriété intellectuelle, l'accès et le transfert sont assurés selon des modalités qui reconnaissent les droits de propriété intellectuelle et sont compatibles avec leur protection adéquate et effective. L'application du présent paragraphe sera conforme aux dispositions des paragraphes 3, 4 et 5 ci-après.

3. Chaque Partie contractante prend, comme il convient, les mesures législatives, administratives ou de politique générale voulues pour que soit assuré aux Parties contractantes qui fournissent des ressources génétiques, en particulier celles qui sont des pays en développement, l'accès à la technologie utilisant ces ressources et le transfert de ladite technologie selon des modalités mutuellement convenues, y compris à la technologie protégée par des brevets et autres droits de propriété intellectuelle, le cas échéant par le biais des dispositions des articles 20 et 21, dans le respect du droit international et conformément aux paragraphes 4 et 5 ci-après.

4. Chaque Partie contractante prend, comme il convient, les mesures législatives, administratives, ou de politique générale, voulues pour que le secteur privé facilite l'accès à la technologie visée au paragraphe 1 ci-dessus, sa mise au point conjointe et son transfert au bénéfice tant des institutions gouvernementales que du secteur privé des pays en développement et, à cet égard, se conforme aux obligations énoncées aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus.

5. Les Parties contractantes, reconnaissant que les brevets et autres droits de propriété intellectuelle peuvent avoir une influence sur l'application de la Convention, coopèrent à cet égard sans préjudice des législations nationales et du droit international pour assurer que ces droits s'exercent à l'appui et non à l'encontre de ses objectifs.

Article 17. Echange d'informations

1. Les Parties contractantes facilitent l'échange d'informations, provenant de toutes les sources accessibles au public, intéressant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique en tenant compte des besoins spéciaux des pays en développement.

2. Cet échange comprend l'échange d'informations sur les résultats des recherches techniques, scientifiques et socio-économiques ainsi que d'informations sur les programmes de formation et d'études, les connaissances spécialisées et les connaissances autochtones et traditionnelles en tant que telles ou associées aux technologies visées au paragraphe 1 de l'article 16. Cet échange comprend aussi, lorsque c'est possible, le rapatriement des informations.

Article 18. Coopération technique et scientifique

1. Les Parties contractantes encouragent la coopération technique et scientifique internationale dans le domaine de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique, au besoin par le biais des institutions nationales et internationales compétentes.

2. Chaque Partie contractante encourage la cooperation technique et scientifique avec d'autres Parties contractantes, en particulier les pays en développement, pour l'application de la présente Convention, notamment par l'élaboration et l'application de politiques nationales. En encourageant cette coopération, il convient d'accorder une attention particulière au développement et au renforcement des moyens nationaux par le biais de la mise en valeur des ressources humaines et du renforcement des institutions.

3. La Conférence des Parties, à sa première réunion, détermine comment creer un centre d'échange pour encourager et faciliter la coopération technique et scientifique.

4. Conformément à la législation et aux politiques nationales, les Parties contractantes encouragent et mettent au point des modalités de coopération aux fins de l'élaboration et de l'utilisation de technologies, y compris les technologies autochtones et traditionnelles, conformement aux objectifs de la présente Convention. A cette fin, les Parties contractantes encouragent également la coopération en matière de formation de personnel et d'échange d'experts.

5. Les Parties contractantes encouragent, sous reserve d'accords mutuels, l'établissement de programmes de recherche conjoints et de coentreprises pour le développement de technologies en rapport avec les objectifs de la présente Convention.

Article 19. Gestion de la biotechnologie et répartition de ses avantages

1. Chaque Partie contractante prend les mesures législatives, administratives ou de politique voulues pour assurer la participation effective aux activités de recherche biotechnologique des Parties contractantes, en particulier les pays en développement, qui fournissent les ressources génétiques pour ces activités de recherche, si possible dans ces Parties contractantes.

2. Chaque Partie contractante prend toutes les mesures possibles pour encourager et favoriser l'accès prioritaire, sur une base juste et équitable, des Parties contractantes, en particulier des pays en développement, aux résultats et aux avantages découlant des biotechnologies fondées sur les ressources génétiques fournies par ces Parties. Cet accès se fait à des conditions convenues d'un commun accord.

3. Les Parties examinent s'il convient de prendre des mesures et d'en fixer les modalités, éventuellement sous forme d'un protocole, comprenant notamment un accord préalable donné en connaissance de cause définissant les procédures appropriées dans le domaine du transfert, de la manutention et de l'utilisation en toute sécurité de tout organisme vivant modifié résultant de la biotechnologie qui risquerait d'avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

4. Chaque Partie contractante communique directement ou exige que soit communiquée par toute personne physique ou morale relevant de sa juridiction et fournissant des organismes visés au paragraphe 3 ci-dessus toute information disponible relative à l'utilisation et aux règlements de sécurité exigés par ladite Partie contractante en matière de manipulation de tels organismes, ainsi que tout renseignement disponible sur l'impact défavorable potentiel des organismes spécifiques en cause, à la Partie contractante sur le territoire de laquelle ces organismes doivent être introduits.

Article 20. Ressources financières

1. Chaque Partie contractante s'engage à fournir, en fonction de ses moyens, un appui et des avantages financiers en ce qui concerne les activités nationales tendant à la réalisation des objectifs de la présente Convention, conformément à ses plans, priorités et programmes nationaux.

2. Les Parties qui sont des pays développés fournissent des ressources financières nouvelles et additionnelles pour permettre aux Parties qui sont des pays en développement de faire face à la totalité des surcoûts convenus que leur impose la mise en oeuvre des mesures par lesquelles ils s'acquittent des obligations découlant de la présente Convention et de bénéficier de ses dispositions, ces surcoûts étant convenus entre une Partie qui est un pays en développement et la structure institutionnelle visée à l'article 21, selon la politique, la stratégie, les priorités du programme et les conditions d'attribution ainsi qu'une liste indicative des surcoûts établies par la Conférence des Parties. Les autres Parties, y compris les pays qui se trouvent dans une phase de transition vers l'économie de marché, peuvent assumer volontairement les obligations des Parties qui sont des pays développés. Aux fins du présent article, la Conférence des Parties dresse à sa première réunion la liste des Parties qui sont des pays développés et des autres Parties qui assument volontairement les obligations des Parties qui sont des pays développés.

La Conférence des Parties revoit périodiquement cette liste et la modifie en cas de besoin. Les autres pays et sources seraient également encouragés à fournir des contributions à titre volontaire. Pour traduire ces engagements en actes, on tiendra compte de la nécessité de faire en sorte que le flux des fonds soit adéquat, prévisible et ponctuel et du fait qu'il est important de répartir le fardeau entre les Parties contribuantes inscrites sur la liste susmentionnée.

3. Les Parties qui sont des pays développés peuvent aussi fournir, au bénéfice des Parties qui sont des pays en développement, des ressources financières liées à l'application de la présente Convention, par des voies bilatérales, régionales et multilatérales.

4. Les pays en développement ne pourront s'acquitter effectivement des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention que dans la mesure où les pays développés s'acquitteront effectivement des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention s'agissant des ressources financières et du transfert de technologie et où ces derniers tiendront pleinement compte du fait que le développement économique et social et l'élimination de la pauvreté sont les priorités premières et absolues des pays en développement.

5. Les Parties tiennent pleinement compte des besoins spécifiques et de la situation particulière des pays les moins avancés dans les mesures qu'ils prennent en matière de financement et de transfert de technologie.

6. Les Parties contractantes prennent aussi en considération les conditions spéciales résultant de la répartition et de la localisation de la diversité biologique sur le territoire des Parties qui sont des pays en développement, et de la dépendance de ces dernières, en particulier de celles qui sont des petits Etats insulaires.

7. Elles prennent également en considération la situation particulière des pays en développement, notamment de ceux qui sont les plus vulnérables du point de vue de l'environnement, tels que ceux qui ont des zones arides et semi-arides, des zones côtières et montagneuses.

Article 21. Mécanisme de financement

1. Un mécanisme de financement est institué pour fournir des ressources financières aux Parties qui sont des pays en développement, aux fins de la présente Convention, sous forme de dons ou à des conditions de faveur, dont les éléments essentiels sont exposés dans le présent article. Aux fins de la Convention, le mécanisme fonctionne sous l'autorité et la direction de la Conférence des Parties, envers laquelle il est comptable. Le fonctionnement du mécanisme est assuré par la structure institutionnelle dont pourrait décider la Conférence des Parties à sa première réunion. Aux fins de la présente Convention, la Conférence des Parties détermine la politique générale, la stratégie et les priorités du programme ainsi que les critères définissant les conditions d'attribution et d'utilisation de ces ressources. Les contributions seront telles

qu'elles permettront de prendre en compte la nécessité de versements prévisibles, adéquats et ponctuels comme il est prévu à l'article 20, en rapport avec le montant des ressources nécessaires, dont la Conférence des Parties décidera périodiquement, et l'importance du partage du fardeau entre les Parties contribuantes figurant sur la liste mentionnée au paragraphe 2 de l'article 20. Les Parties qui sont des pays développés ainsi que d'autres pays et d'autres sources peuvent également verser des contributions volontaires. Le mécanisme fonctionne selon un système de gestion démocratique et transparent.

2. Conformément aux objectifs de la présente Convention, la Conférence des Parties détermine, à sa première réunion, la politique générale, la stratégie et les priorités du programme, ainsi que des critères et des lignes directrices détaillés pour définir les conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et les utiliser, y compris le contrôle et l'évaluation régulière de cette utilisation. La Conférence des Parties décide des dispositions nécessaires pour donner effet au paragraphe 1 ci-dessus après consultation avec la structure institutionnelle à laquelle aura été confié le fonctionnement du mécanisme de financement.

3. La Conférence des Parties examine l'efficacité du mécanisme de financement créé par le présent article, notamment les critères et les lignes directrices visés au paragraphe 2 ci-dessus, au plus tôt deux ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention et ensuite de façon régulière. Sur la base de cet examen, elle prend des mesures appropriées pour rendre le mécanisme plus efficace si nécessaire.

4. Les Parties contractantes envisagent de renforcer les institutions financières existantes pour qu'elles fournissent des ressources financières en vue de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique.

Article 22. Relations avec d'autres conventions internationales

1. Les dispositions de la présente Convention ne modifient en rien les droits et obligations découlant pour une Partie contractante d'un accord international existant, sauf si l'exercice de ces droits ou le respect de ces obligations causait de sérieux dommages à la diversité biologique ou constituait pour elle une menace.

2. Les Parties contractantes appliquent la présente Convention, en ce qui concerne le milieu marin, conformément aux droits et obligations des Etats découlant du droit de la mer.

Article 23. La Conférence des Parties

1. Il est institué par les présentes une Conférence des Parties. La première réunion de la Conférence des Parties est convoquée par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement

un an au plus tard après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Par la suite, les réunions ordinaires de la Conférence des Parties auront lieu régulièrement, selon la fréquence déterminée par la Conférence à sa première réunion.

2. Des réunions extraordinaires de la Conférence des Parties peuvent avoir lieu à tout autre moment si la Conférence le juge nécessaire, ou à la demande écrite d'une Partie, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois suivant sa communication auxdites Parties par le Secrétariat.

3. La Conférence des Parties arrête et adopte par consensus son propre règlement intérieur et celui de tout organe subsidiaire qu'elle pourra créer, ainsi que le règlement financier régissant le financement du Secrétariat. A chaque réunion ordinaire, elle adopte le budget de l'exercice financier courant jusqu'à la session ordinaire suivante.

4. La Conférence des Parties examine l'application de la présente Convention et, à cette fin :

a) Etablit la forme et la fréquence de la communication des renseignements à présenter conformément à l'article 26 et examine ces renseignements ainsi que les rapports présentés par tout organe subsidiaire;

b) Etudie les avis techniques, technologiques et scientifiques sur la diversité biologique fournis conformément à l'article 25;

c) Examine et adopte, en tant que de besoin, des protocoles conformément à l'article 28;

d) Examine et adopte, selon qu'il convient, les amendements à la présente Convention et à ses annexes, conformément aux articles 29 et 30:.

e) Examine les amendements à tout protocole ainsi qu'à toute annexe audit protocole et, s'il en est ainsi décidé, recommande leur adoption aux Parties au protocole considéré;

f) Examine et adopte, en tant que de besoin, et conformément à l'article 30, les annexes supplémentaires à la présente Convention:

g) Crée les organes subsidiaires jugés nécessaires à l'application de la présente Convention, en particulier pour donner des avis scientifiques et techniques;

h) Se met en rapport, par l'intermédiaire du Secrétariat, avec les organes exécutifs des conventions traitant des questions qui font l'objet de la présente Convention en vue de fixer avec eux les modalités de coopération appropriées;

i) Examine et prend toutes autres mesures nécessaires à la poursuite des objectifs de la présente Convention en fonction des enseignements tirés de son application.

5. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, de même que tout Etat qui n'est pas Partie à la présente Convention, peuvent se faire représenter aux réunions de la Conférence des Parties en qualité d'observateurs. Tout organe ou organisme, gouvernemental ou non gouvernemental, qualifié dans les domaines se rapportant à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique qui a informé le Secrétariat de son désir de se faire représenter à une réunion de la Conférence des Parties en qualité d'observateur peut être admis à y prendre part à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes n'y fassent objection. L'admission et la participation des observateurs sont subordonnées au respect du règlement intérieur adopté par la Conférence des Parties.

Article 24. Le Secrétariat

1. Il est institué par les présentes un secrétariat. Ses fonctions sont les suivantes :

a) Organiser les réunions de la Conférence des Parties prévues à l'article 23 et en assurer le service;

b) S'acquitter des fonctions qui lui sont assignées en vertu de tout protocole à la présente Convention;

c) Etablir des rapports sur l'exercice des fonctions qui lui sont assignées en vertu de la présente Convention et les présenter à la Conférence des Parties;

d) Assurer la coordination avec les autres organismes internationaux compétents, et en particulier conclure les arrangements administratifs et contractuels qui pourraient lui être nécessaires pour s'acquitter efficacement de ses fonctions;

e) S'acquitter de toutes autres fonctions que la Conférence des Parties pourrait décider de lui assigner.

2. A sa première réunion ordinaire, la Conférence des Parties désigne le Secrétariat parmi les organisations internationales compétentes qui se seraient proposées pour assurer les fonctions de secrétariat prévues par la présente Convention.

Article 25. Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques

1. Un organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques est créé par les présentes pour donner en temps opportun à la Conférence des Parties et, le cas échéant, à ses

autres organes subsidiaires, des avis concernant l'application de la présente Convention. Cet organe est ouvert à la participation de toutes les Parties et il est pluridisciplinaire. Il se compose de représentants gouvernementaux compétents dans les domaines de spécialisation concernés. Il fait régulièrement rapport à la Conférence des Parties sur tous les aspects de son travail.

2. Sous l'autorité de la Conférence des Parties, conformément aux directives qu'elle aura établies, et sur sa demande, cet organe :

a) Fournit des évaluations scientifiques et techniques sur la situation en matière de diversité biologique;

b) Réalise des évaluations scientifiques et techniques sur les effets des types de mesures prises conformément aux dispositions de la présente Convention;

c) Repère les technologies et savoir-faire de pointe, novateurs et efficaces concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et indique les moyens d'en promouvoir le développement ou d'en assurer le transfert;

d) Fournit des avis sur les programmes scientifiques et la coopération internationale en matière de recherche-développement concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique;

e) Répond aux questions d'ordre scientifique, technique, technologique et méthodologique que la Conférence des Parties et ses organes subsidiaires lui adressent.

3. Les attributions, le mandat, la structure et le fonctionnement de cet organe pourront être précisés par la Conférence des Parties.

Article 26. Rapports

Selon une périodicité qui sera déterminée par la Conférence des Parties, chaque Partie contractante présente à la Conférence des Parties un rapport sur les dispositions qu'elle a adoptées pour appliquer la présente Convention et la mesure dans laquelle elles ont permis d'assurer la réalisation des objectifs qui y sont énoncés.

Article 27. Règlement des différends

1. En cas de différend entre Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les Parties concernées recherchent une solution par voie de négociation.

2. Si les Parties concernées ne peuvent pas parvenir à un accord par voie de négociation, elles peuvent conjointement faire appel aux bons offices ou à la médiation d'une tierce Partie.

3. Au moment de ratifier, d'accepter ou d'approuver la présente Convention ou d'y adhérer, et à tout moment par la suite, tout Etat ou organisation régionale d'intégration économique peut déclarer par écrit auprès du Dépositaire que, dans le cas d'un différend qui n'a pas été réglé conformément aux paragraphes 1 ou 2 ci-dessus, il ou elle accepte de considérer comme obligatoire l'un ou l'autre des modes de règlement ci-après, ou les deux :

a) L'arbitrage, conformément à la procédure énoncée à la première partie de l'annexe II;

b) La soumission du différend à la Cour internationale de Justice.

4. Si les Parties n'ont pas accepté la même procédure ou une procédure quelconque, conformément au paragraphe 3 ci-dessus, le différend est soumis à la conciliation conformément à la deuxième partie de l'annexe II, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

5. Les dispositions du présent article s'appliquent aux différends touchant un protocole, sauf si celui-ci en dispose autrement.

Article 28. Adoption de protocoles

1. Les Parties contractantes coopèrent pour formuler et adopter des protocoles à la présente Convention.

2. Les protocoles sont adoptés à une réunion de la Conférence des Parties.

3. Le Secrétariat communique aux Parties le texte de tout projet de protocole au moins six mois avant la réunion de la Conférence des Parties.

Article 29. Amendements à la Convention ou aux protocoles

1. Toute Partie contractante peut proposer des amendements à la presente Convention. Toute Partie à un protocole peut proposer des amendements à ce protocole.

2. Les amendements à la présente Convention sont adoptés à une réunion de la Conférence des Parties. Les amendements à un protocole sont adoptés à une réunion des Parties au protocole considéré. Le texte de tout projet d'amendement à la présente Convention ou à un protocole, sauf disposition contraire du protocole considéré, est communiqué par le Secrétariat aux Parties à l'instrument considéré au moins six mois avant la réunion à laquelle il est proposé pour adoption. Le Secrétariat communique aussi les amendements proposés aux signataires de la présente Convention, pour information.

3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un consensus sur tout projet d'amendement à la présente Convention ou à un protocole. Si tous les efforts en ce sens ont été épuisés sans qu'un accord soit intervenu, l'amendement est adopté en dernier recours par le vote à la majorité des deux tiers des Parties à l'instrument considéré, présentes à la réunion et exprimant leur vote; il est soumis par le Dépositaire à la ratification, l'acceptation ou l'approbation de toutes les Parties.

4. La ratification, l'acceptation ou l'approbation des amendements est notifiée par écrit au Dépositaire. Les amendements adoptés conformément au paragraphe 3 ci-dessus entrent en vigueur pour les Parties les ayant acceptés le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation par les deux tiers au moins des Parties à la présente Convention ou au protocole considéré, sauf disposition contraire du protocole en question. Par la suite, les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation des amendements.

5. Aux fins du présent article, l'expression "Parties présentes à la réunion et exprimant leur vote" s'entend des Parties présentes à la réunion qui ont émis un vote affirmatif ou négatif.

Article 30. Adoption des annexes et des amendements aux annexes

1. Les annexes à la présente Convention ou à ses protocoles font partie intégrante de la Convention ou de ses protocoles, selon le cas, et, sauf disposition contraire expresse, toute référence à la présente Convention ou à ses protocoles renvoie également à leurs annexes. Les annexes sont limitées aux questions de procédure et aux questions scientifiques, techniques et administratives.

2. Sauf disposition contraire d'un protocole concernant ses propres annexes, la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'annexes supplémentaires à la présente Convention ou d'annexes à un protocole sont régies par la procédure suivante :

a) Les annexes à la présente Convention ou à ses protocoles sont proposées et adoptées selon la procédure fixée à l'article 29;

b) Toute Partie qui ne peut approuver une annexe supplémentaire à la présente Convention ou une annexe à l'un de ses protocoles auquel elle est Partie en donne par écrit notification au Dépositaire dans l'année qui suit la date de communication de l'adoption par le Dépositaire. Ce dernier informe sans délai toutes les Parties de toute notification reçue. Une Partie peut à tout moment retirer une objection et l'annexe considérée entre alors en vigueur à l'égard de cette Partie sous réserve de l'alinéa c) ci-dessous;

c) Un an après la communication par le Dépositaire de l'adoption de l'annexe, celle-ci entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties à la présente Convention ou au protocole considéré qui n'ont pas donné par écrit la notification prévue à l'alinéa b) ci-dessus.

3. La proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'amendements aux annexes à la présente Convention ou à l'un de ses protocoles sont soumises à la même procédure que la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur des annexes à la Convention ou à l'un de ses protocoles.

4. Si une annexe supplémentaire ou un amendement à une annexe se rapporte à un amendement à la Convention ou à un protocole, cette annexe supplémentaire ou cet amendement n'entre en vigueur que lorsque l'amendement à la Convention ou au protocole considéré entre lui-même en vigueur.

Article 31. Droit de vote

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-dessous, chaque Partie à la présente Convention ou à tout protocole dispose d'une voix.

2. Les organisations régionales d'intégration économique disposent, pour exercer leur droit de vote dans les domaines qui relèvent de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont Parties à la Convention ou au protocole considéré. Elles n'exercent pas leur droit de vote si leurs Etats membres exercent le leur, et inversement.

Article 32. Rapports entre la présente Convention et ses protocoles

1. Aucun Etat ni aucune organisation régionale d'intégration économique ne peut devenir Partie à un protocole sans être ou devenir simultanément Partie à la présente Convention.

2. Les décisions prises en vertu d'un protocole sont prises par les seules Parties au protocole considéré. Toute Partie contractante qui n'a pas ratifié, accepté ou approuvé un protocole peut participer, en qualité d'observateur, à toute réunion des Parties à ce protocole.

Article 33. Signature

La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats et organisations régionales d'intégration économique à Rio de Janeiro, du 5 au 14 juin 1992, et au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, du 15 juin 1992 au 4 juin 1993.

Article 34. Ratification, acceptation, approbation

1. La présente Convention et ses protocoles sont soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats et des organisations régionales d'intégration économique. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Dépositaire.

2. Toute organisation visée au paragraphe 1 ci-dessus qui devient Partie à la présente Convention ou à l'un quelconque de ses protocoles et dont aucun Etat membre n'est lui-même Partie contractante, est liée par toutes les obligations énoncées dans la Convention ou dans le protocole considéré, selon le cas. Lorsqu'un ou plusieurs Etats membres d'une de ces organisations sont Parties à la Convention ou à un protocole, l'organisation et ses Etats membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution de leurs obligations en vertu de la Convention ou du protocole, selon le cas. En tel cas, l'organisation et ses Etats membres ne sont pas habilités à exercer concurremment leurs droits au titre de la Convention ou du protocole.

3. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, les organisations visées au paragraphe 1 ci-dessus indiquent l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la Convention ou par le protocole considéré. Elles informent également le Dépositaire de toute modification pertinente de l'étendue de ces compétences.

Article 35. Adhésion

1. La présente Convention et ses protocoles éventuels sont ouverts à l'adhésion des Etats et des organisations régionales d'intégration économique à partir de la date à laquelle la Convention ou le protocole considéré ne sont plus ouverts à la signature. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Dépositaire.

2. Dans leurs instruments d'adhésion, les organisations visées au paragraphe 1 ci-dessus indiquent l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la Convention ou par le protocole considéré. Elles informent également le Dépositaire de toute modification pertinente de l'étendue de ces compétences.

3. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 34 s'appliquent aux organisations régionales d'intégration économique qui adhèrent à la présente Convention ou à l'un quelconque de ses protocoles.

Article 36. Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Un protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du nombre d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion précisé dans ledit protocole.

3. A l'égard de chacune des Parties contractantes qui ratifie, accepte ou approuve la présente Convention, ou y adhère, après le dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt, par ladite Partie contractante, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

4. A moins qu'il n'en dispose autrement, un protocole entre en vigueur pour une Partie contractante qui le ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère après son entrée en vigueur conformément au paragraphe 2 ci-dessus, soit le quatre-vingt-dixième jour après la date de dépôt par cette Partie contractante de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit au moment où la Convention entre en vigueur pour cette Partie, la dernière date étant retenue.

5. Aux fins des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, aucun des instruments déposés par une organisation régionale d'intégration économique n'est considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats membres de ladite organisation.

Article 37. Réserves

Aucune réserve ne peut être faite à la présente Convention.

Article 38. Dénonciation

1. A l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard d'une Partie contractante, cette Partie contractante peut à tout moment dénoncer la Convention par notification écrite au Dépositaire.

2. Toute dénonciation prend effet à l'expiration d'un délai d'un an suivant la date de sa réception par le Dépositaire, ou à toute autre date ultérieure qui pourra être spécifiée dans la notification de dénonciation.

3. Toute Partie contractante qui aura dénoncé la présente Convention sera considérée comme ayant également dénoncé les protocoles auxquels elle est Partie.

Article 39. Arrangements financiers provisoires

Sous réserve qu'il ait été intégralement restructuré, conformément aux dispositions de l'article 21, le Fonds pour l'environnement mondial du Programme des Nations Unies pour le développement, du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de la Banque internationale pour la

reconstruction et le développement est. provisoirement. la structure institutionnelle prévue par l'article 21, pour la période allant de l'entrée en vigueur de la présente Convention à la première réunion de la Conférence des Parties ou jusqu'à ce que la Conférence des Parties ait désigné une structure institutionnelle conformément à l'article 21.

Article 40. Arrangements intérimaires pour le Secrétariat

Le Secrétariat à fournir par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement est le secrétariat prévu au paragraphe 2 de l'article 24, établi sur une base intérimaire pour la période allant de l'entrée en vigueur de la présente Convention à la premiere réunion de la Conférence des Parties.

Article 41. Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies assume les fonctions de Dépositaire de la présente Convention et de ses protocoles.

Article 42. Textes faisant foi

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera dépose auprès du Secretaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, a ce dûment habilités, ont signé la présente Convention.

Fait à Rio de Janeiro, le cinq juin mil neuf cent quatre-vingt-douze.

Annexe I

IDENTIFICATION ET SURVEILLANCE

1. Ecosystèmes et habitats : comportant une forte diversité, de nombreuses espèces endémiques ou menacées, ou des étendues sauvages; nécessaires pour les espèces migratrices; ayant une importance sociale, économique, culturelle ou scientifique; ou qui sont représentatifs, uniques ou associés à des processus d'évolution ou d'autres processus biologiques essentiels;

2. Espèces et communautés qui sont : menacées; des espèces sauvages apparentées à des espèces domestiques ou cultivées; d'intérêt médicinal, agricole ou économique; d'importance sociale, scientifique ou culturelle; ou d'un intérêt pour la recherche sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, telles que les espèces témoins;

3. Génomes et gènes décrits revêtant une importance sociale, scientifique ou économique.

Annexe II

Première partie

ARBITRAGE

Article premier

La Partie requérante notifie au Secrétariat que les Parties renvoient un différend à l'arbitrage conformément à l'article 27. La notification indique l'objet de l'arbitrage et notamment les articles de la Convention ou du protocole dont l'interprétation ou l'application font l'objet du litige. Si les Parties ne s'accordent pas sur l'objet du litige avant la désignation du Président du Tribunal arbitral, c'est ce dernier qui le détermine. Le Secrétariat communique les informations ainsi reçues à toutes les Parties à la Convention ou au protocole concerne.

Article 2

1. En cas de différend entre deux Parties, le Tribunal arbitral est composé de trois membres. Chacune des Parties au différend nomme un arbitre; les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre, qui assume la présidence du Tribunal. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des Parties au différend, ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces Parties, ni se trouver au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à aucun titre.

2. En cas de différend entre plus de deux Parties, les Parties ayant le même intérêt désignent un arbitre d'un commun accord.

3. En cas de vacance, il est pourvu à la vacance selon la procédure prévue pour la nomination initiale.

Article 3

1. Si, dans un délai de deux mois après la nomination du deuxième arbitre, le Président du Tribunal arbitral n'est pas désigné, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procède, à la requête d'une Partie, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

2. Si, dans un délai de deux mois après réception de la requête, l'une des Parties au différend n'a pas procédé à la nomination d'un arbitre, l'autre Partie peut saisir le Secrétaire général, qui procède à la désignation dans un nouveau délai de deux mois.

Article 4

Le Tribunal arbitral rend ses décisions conformément aux dispositions de la présente Convention, à tout protocole concerné et au droit international.

Article 5

Sauf si les Parties au différend en décident autrement, le Tribunal arbitral établit ses propres règles de procédure.

Article 6

A la demande de l'une des Parties, le Tribunal arbitral peut recommander les mesures conservatoires indispensables.

Article 7

Les Parties au différend facilitent les travaux du Tribunal arbitral et, en particulier, utilisent tous les moyens à leur disposition pour

a) Fournir au Tribunal tous les documents, renseignements et facilités nécessaires;

b) Permettre au Tribunal, en cas de besoin, de faire comparaître des témoins ou des experts et d'enregistrer leur déposition.

Article 8

Les Parties et les arbitres sont tenus de conserver le caractère confidentiel de tout renseignement qu'ils obtiennent confidentiellement au cours des audiences du Tribunal arbitral.

Article 9

A moins que le Tribunal arbitral n'en décide autrement du fait des circonstances particulières de l'affaire, les frais du Tribunal sont pris en charge, à parts égales, par les Parties au différend. Le Tribunal tient un relevé de tous ses frais et en fournit un état final aux Parties.

Article 10

Toute Partie contractante ayant, en ce qui concerne l'objet du différend, un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision, peut intervenir dans la procédure avec le consentement du Tribunal.

Article 11

Le Tribunal peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

Article 12

Les décisions du Tribunal arbitral, tant sur la procedure que sur le fond, sont prises à la majorité des voix de ses membres.

Article 13

Si l'une des Parties au différend ne se présente pas devant le Tribunal arbitral ou ne défend pas sa cause, l'autre Partie peut demander au Tribunal de poursuivre la procédure et de prononcer sa décision. Le fait qu'une des Parties ne se soit pas présentée devant le Tribunal ou se soit abstenue de faire valoir ses droits ne fait pas obstacle à la procédure. Avant de prononcer sa sentence définitive, le Tribunal arbitral doit s'assurer que la demande est fondée dans les faits et en droit.

Article 14

Le Tribunal prononce sa sentence définitive au plus tard cinq mois à partir de la date à laquelle il a été créé, à moins qu'il n'estime nécessaire de prolonger ce délai pour une période qui ne devrait pas excéder cinq mois supplémentaires.

Article 15

La sentence définitive du Tribunal arbitral est limitée à la question qui fait l'objet du différend et est motivée. Elle contient les noms des membres qui ont participé au délibéré et la date à laquelle elle a été prononcée. Tout membre du Tribunal peut y annexer un avis distinct ou une opinion divergente.

Article 16

La sentence est obligatoire pour les Parties au différend. Elle est sans appel, à moins que les Parties ne se soient entendues d'avance sur une procédure d'appel.

Article 17

Tout différend qui pourrait surgir entre les Parties au différend concernant l'interprétation ou l'exécution de la sentence peut être soumis par l'une des Parties au Tribunal arbitral qui l'a rendue.

Deuxième partie

CONCILIATION

Article premier

Une Commission de conciliation est créée à la demande de l'une des Parties au différend. A moins que les Parties n'en conviennent autrement, la Commission se compose de cinq membres, chaque Partie concernée en désignant deux et le Président étant choisi d'un commun accord par les membres ainsi désignés.

Article 2

En cas de différend entre plus de deux Parties, les Parties ayant le même intérêt désignent leurs membres de la Commission d'un commun accord. Lorsque deux Parties au moins ont des intérêts indépendants ou lorsqu'elles sont en désaccord sur la question de savoir si elles ont le même intérêt, elles nomment leurs membres séparément.

Article 3

Si, dans un délai de deux mois après la demande de création d'une commission de conciliation, tous les membres de la Commission n'ont pas été nommés par les Parties, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procède, à la requête de la Partie qui a fait la demande, aux désignations nécessaires dans un nouveau délai de deux mois.

Article 4

Si, dans un délai de deux mois après la dernière nomination d'un membre de la Commission, celle-ci n'a pas choisi son Président, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procède, à la requête d'une Partie, à la désignation du Président dans un nouveau délai de deux mois.

Article 5

La Commission de conciliation prend ses décisions à la majorité des voix de ses membres. A moins que les Parties au différend n'en conviennent autrement, elle établit sa propre procédure. Elle rend une proposition de résolution du différend que les Parties examinent de bonne foi.

Article 6

En cas de désaccord au sujet de la compétence de la Commission de conciliation, celle-ci décide si elle est ou non compétente.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE SULLA DIVERSITA BIOLOGICA

PREAMBOLO

Le Parti contraenti,

CONSAPEVOLI del valore intrinseco della diversità biologica e del valore della diversità dei suoi componenti ecologici, genetici, sociali, economici, scientifici, educativi, culturali, ricreativi e estetici,

CONSAPEVOLI altresi' dell'importanza della diversità biologica per l'evoluzione ed ai fini della preservazione dei sistemi di mantenimento della vita nella biosfera,

AFFERMANDO che la conservazione della diversità biologica è una preoccupazione comune dell'umanità;

RIBADENDO che gli Stati hanno diritti sovrani sulle loro risorse biologiche,

RIBADENDO anche che gli Stati sono responsabili della conservazione della loro diversità biologica e dell'utilizzazione durevole delle loro risorse biologiche;

PREOCCUPATI per il fatto che la diversità biologica é in fase di depauperazione a causa di talune attività umane;

CONSAPEVOLI della generale insufficienza di informazioni e di cognizioni concernenti la diversità biologica, nonché della necessità di sviluppare con urgenza i mezzi scientifici, tecnici, ed istituzionali atti a fornire il know-how di base necessario alla elaborazione di misure appropriate ed alla loro attuazione.

NOTANDO che é d'importanza vitale anticipare, prevenire e colpire le cause della diminuzione o di una depauperazione rilevante della diversità biologica alla fonte,

NOTANDO altresi' che laddove esista la minaccia di una riduzione rilevante o di una depauperazione della diversità biologica, l'assenza di esaurienti certezze scientifiche non dovrebbe essere invocata al fine di dilazionare misure volte ad evitare tale minaccia o a minimizzarne gli effetti,

NOTANDO INOLTRE che l' esigenza fondamentale per la conservazione della diversità biologica consiste nella conservazione in situ degli ecosistemi e degli habitat naturali e nel mantenimento e nella ricostituzione delle popolazioni di specie vitali nei loro ambienti

delle popolazioni di specie vitali nei loro ambienti naturali,

NOTANDO INOLTRE che i provvedimenti ex situ, preferibilmente nel paese di origine, hanno anch'essi un ruolo importante da svolgere,

RICONOSCENDO la stretta e tradizionale dipendenza dalle risorse biologiche di molte comunità indigene e locali dalle risorse biologiche sulle quali sono fondate le loro tradizioni, nonché l'opportunità di ripartire in maniera equa i benefici derivanti dall'uso di conoscenze , innovazioni e prassi tradizionali attinenti alla conservazione della diversità biologica ed all'uso durevole dei suoi componenti,

RICONOSCENDO INOLTRE il ruolo fondamentale che le donne svolgono nella conservazione e nell'uso durevole della diversità biologica e ribadendo la necessità di una ocmpleta partecipazione delle donne, a tutti i livelli, alle decisioni politiche relative alla conservazione della diversità biologica ed alla loro attuazione,

SOTTOLINEANDO l'importanza e la necessità di promuovere la cooperazione internazionale, regionale e mondiale tra gli Stati e le organizzazioni intergovernative ed il settore non governativo per la conservazione della diversità biologica e l'uso durevole dei suoi componenti,

RICONOSCENDO che che le nuove risorse finanziarie e supplementari che saranno erogate, ed un accesso soddisfacente alle tecnologie pertinenti potrà avere una importanza determinante sulla capacità a livello mondiale di far fronte alla depauperazione della diversità biologica,

RICONOSCENDO INOLTRE, che sono necessarie particolari mezzi per far fronte alle esigenze dei paesi in via di sviluppo, in particolare la fornitura di nuove risorse finanziarie e supplementari, ed un accesso appropriato alle tecnologie pertinenti,

NOTANDO al riguardo le particolari condizioni dei paesi meno progrediti e dei piccoli Stati insulari;

RICONOSCENDO che sono necessari investimenti sostanziali per conservare la diversità biologica, da cui ci si attende che producano una vasta gamma di benefici ambientali, economici e sociali,

RICONOSCENDO che lo sviluppo economico e sociale e lo sradicamento della povertà sono le prime fondamentali priorità dei paesi in via di sviluppo,

CONSAPEVOLI che la conservazione e l'uso durevole della diversità biologica sono della massima importanza per far fronte alle esigenze alimentari, sanitarie e altre della popolazione mondiale in continuo aumento,

per il qual fine é essenziale sia il poter avere accesso alle risorse genetiche ed alla tecnologia, sia la loro ripartizione ,

NOTANDO, in ultima analisi che la conservazione ed un uso durevole della diversità biologica rafforzeranno le amichevoli relazioni esistenti tra gli Stati e contribuiranno alla pace per l'umanità,

DESIDERANDO rafforzare e integrare le intese internazionali esistenti per la conservazione della diversità biologica e l'uso durevole dei suoi componenti,

DETERMINATI a conservare ed usare in maniera durevole la diversità biologica a vantaggio delle generazioni presenti e future,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1. Obiettivi

Gli obiettivi della presente Convenzione da perseguire in conformità con le sue disposizioni pertinenti, sono la conservazione della diversità biologica, l'uso durevole dei suoi componenti e la ripartizione giusta ed equa dei benefici derivanti dalla utilizzazione delle risorse genetiche, grazie ad un accesso soddisfacente alle risorse genetiche ed un adeguato trasferimento delle tecnologie pertinenti in considerazione di tutti i diritti su tali risorse e tecnologie, e grazie ad adeguati finanziamenti.

Articolo 2. Uso dei termini

Ai fini della presente Convenzione:

L'espressione " biotecnologia" significa ogni applicazione tecnologica che si avvale di sistemi biologici, di organismi viventi o di loro derivati, per realizzare o modificare prodotti o procedimenti per un uso specifico.

L'espressione " condizioni in situ" significa le condizioni in cui le risorse genetiche esistono negli degli ecosistemi e negli habitat naturali, e, nel caso di specie addomesticate o coltivate , negli ambienti nei quali hanno sviluppato le loro proprietà caratteristiche.

L'espressione "conservazione ex situ": la conservazione di elementi costituvi della diversità biologica fuori dal loro ambiente naturale.

L'espressione " conservazione in situ" significa la conservazione degli ecosistemi e degli habitat naturali ed il mantenimento e la ricostituzione delle popolazioni vitali di specie nel loro ambiente naturale, e nel caso di specie addomesticate e coltivate,l' ambiente in cui hanno sviluppato le loro proprietà caratteristiche.

L'espressione "diversità biologica" significa la variabilità degli organismi viventi di ogni origine, compresi inter alia gli ecosistemi terrestri, marini ed altri ecosistemi acquatici, ed i complessi ecologici di cui fanno parte; ciò include la diversità nell'ambito delle specie, e tra le specie degli ecosistemi;

L'espressione "ecosistema" significa un complesso dinamico formato da comunità di piante, di animali e di micro-organismi e dal loro ambiente non vivente, le quali grazie alla loro inter-azione, costituiscono una unità funzionale.

L'espressione "specie addomesticata o coltivata" significa le specie il cui processo di evoluzione é stato influenzato dall'uomo per far fronte alle sue esigenze.

L'espressione "Habitat" significa il luogo o tipo di sito dove un organismo o una popolazione esistono allo statonaturale.

L'espressione "materiale genetico" significa il materiale di origine vegetale, animale, microbico o altro, contenente unità funzionali dell'eredità;

L'espressione "organizzazione regionale di integrazione economica " significa un' organizzazione costituita da Stati sovrani di una data regione alla quale gli Stati membri hanno trasferito competenza su questioni regolamentate dalla presente Convenzione e che é stata debitamente autorizzata in conformità con le sue procedure interne a firmare, ratificare, accettare approvare detta Convenzione o ad aderirvi.

L'espressione "paese di origine delle risorse genetiche" significa il paese che possiede tali risorse genetiche in condizioni in situ.

L'espressione " paese fornitore di risorse genetiche" significa il paese che fornisce risorse genetiche estratte da fonti in situ, comprese le popolazioni di specie selvatiche e addomesticate o prelevate presso fonti in situ, originarie o meno da tale paese

L'espressione "risorse biologiche" include le risorse genetiche, gli organismi o loro componenti, popolazioni o ogni altro componente biotico degli ecosistemi aventi un uso o valore attuale o potenziale per l'umanità;

L'espressione "risorse genetiche" significa il materiale genetico avente valore effettivo o potenziale.

L'espressione"tecnologia" include la biotecnologia.

L'espressione " uso durevole " significa l'uso dei componenti della diversità biologica secondo modalità e ad un ritmo che non comportino una depauperazione a lungo termine, salvaguardando in tal modo il loro potenziale a

soddisfare le esigenze e le aspirazioni delle generazioni presenti e future.

L'espressione "zona tutelata" significa un' area geograficamente delimitata, designata o regolamentata e gestita in modo tale da conseguire obiettivi di conservazione specifici.

Articolo 3. Principio

In conformità con lo Statuto delle Nazioni Unite e con i principi del diritto internazionale, gli Stati hanno il diritto sovrano di sfruttare le loro risorse in conformità con le loro politiche ambientali, ed hanno il dovere di fare in modo che le attività esercitate nell'ambito della loro giurisdizione o sotto il loro controllo non causino danni all'ambiente in altri Stati o in zone che non dipendono da nessuna giuridizione nazionale.

Articolo 4. Portata

Fatti salvi i diritti degli altri Stati e salvo quanto diversamente stabilito nella presente Convenzione, le disposizioni della presente Convenzione si applicano a ciascuna parte Contraente:

a) nel caso di componenti della diversità biologica di zone entro i limiti della giurisdizione nazionale di detta Parte;

(b) nel caso di procedimenti ed attività realizzate sotto la sua giuridizione o sotto il suo controllo, sia all'interno della zona dipendente dalla sua giurisdizione nazionale, sia fuori dai limiti della sua giurisdizione nazionale, a prescindere dal luogo dove gli effetti di tali attività e procedimenti si manifestano.

Articolo 5. Cooperazione

Ciascuna Parte contraente, nella misura del possibile e come opportuno, coopererà con le altre Parti contraenti, direttamente o se del caso tramite le Organizzazioni internazionali competenti nei settori che non dipendono dalla sua giurisdizione nazionale ed in altri settori di interesse reciproco, in vista della conservazione e dell'uso durevole della diversità biologica.

Articolo 6. Misure generali per la conservazione e l'uso durevole

Ciascuna Parte contraente in conformità con le sue particolari condizioni e capacità:

a) svilupperà strategie , piani o programmi nazionali per la conservazione e l'uso durevole della diversità biologica o adatterà a tal fine le sue strategie, piani o programmi esistenti che terranno conto inter alia dei provvedimenti stabiliti nella presente Convenzione che la riguardano :

b) Integrerà nella misura del possibile e come appropriato, la conservazione e l'uso durevole della diversità biologica nei suoi piani settoriali o intersettoriali pertinenti.

Articolo 7. Individuazione e Monitoraggio

Ciascuna Parte contraente nella misura del possibile e come appropriato, in particolare ai fini degli Articoli 8 a 10:

a) individuerà i componenti della diversità biologica che hanno rilevanza ai fini della conservazione e dell'uso durevole di quest'ultima, in considerazione della lista indicativa di categorie di cui all'Annesso I;

b) farà opera di monitoraggio, per mezzo di sistemi di prelievo di campioni e di altre tecniche, sui componenti della diversità biologica individuati in conformità con il sotto-paragrafo (a) di cui sopra, tenendo conto in particolar modo di quei componenti che richiedono urgenti misure di conservazione, nonché di quelli che a quelli che offrono il massimo di possibilità in materia di uso durevole;

c) Individuerà procedimenti e categorie di attività che hanno avuto, o sono suscettibili di avere un rilevante impatto negativo sulla conservazione e l'uso durevole della diversità biologica, e farà opera di monitoraggio sui suoi effetti per mezzo di prelievi di campioni e di altre tecniche;

d) conservera ed organizzera, mediante un sistema di elaborazione dati, le informazioni derivanti dalle attività di identificazione e di monitoraggio secondo i sotto-paragrafi (a), (b), e (c) di cui sopra.

Articolo 8. Conservazione In-situ

Ciascuna Parte contraente, nella misura del possibile e come appropriato:

a) Istituisce un sistema di zone protette o di zone dove misure speciali devono essere adottate per conservare la diversità biologica;

b) sviluppa, ove necessario, le direttive per la selezione, la creazione e la gestione di zone protette o di zone in cui sia necessario adottare provvedimenti speciali per conservare la diversità biologica;

c) Regolamenta o gestisce le risorse biologiche che

sono rilevanti per la conservazione della diversità biologica sia all'interno che all'esterno delle zone protette, in vista di assicurare la loro conservazione ed il loro uso durevole;

d) promuove la protezione degli ecosistemi, degli habitat naturali e del mantenimento delle popolazioni vitali di specie negli ambienti naturali;

e) promuove uno sviluppo durevle ed ecologicamente razionale nelle zone adiacenti alle zone protette per rafforzare la protezione di queste ultime;

f) riabilita e risana gli ecosistemi degradati e promuove la ricostituzione delle specie minacciate, per mezzo inter alia, dello sviluppo e della realizzazione di piani o di altre strategie di gestione;

g) istituisce o mantiene i mezzi necessari per regolamentare, gestire o controllare i rischi associati all'uso ed al rilascio di organismi viventi e modificati risultanti dalla biotecnologia, che rischiano di produrre impatti ambientali negativi suscettibili di influire sulla conservazione e l'uso durevole della diversità biologica, anche in considerazione dei rischi per la salute dell'uomo;

h) vieta l'introduzione di specie esotiche che minacciano gli ecosistemi, gli habitat o le specie, le controlla o le sradica;

i) fa ogni sforzo affinché si instaurino le condizioni necessarie per assicurare le condizioni necessarie per la compatibilità tra gli usi attuali e la conservazione della diversità biologica e l'uso sostenibile dei suoi componenti;

(j) Sotto riserva della sua legislazione nazionale, rispetterà, preserverà e manterrà le conoscenze, le innovazioni e le prassi delle comunità indigene e locali che incarnano stili di vita tradizionali rilevanti per la conservazione e l'uso sostenibile della diversità biologica e favorirà la loro più ampia applicazione con l'approvazione ed il coinvolgimento dei detentori di tali conoscenze, innovazioni e prassi,incoraggiando un'equa ripartizione dei benefici derivanti dalla utilizzazione di tali conoscenze, innovazioni e prassi;

k) sviluppa o mantiene in vigore la necessaria legislazione e/o altre disposizioni regolamentari per la protezione di specie e popolazioni minacciate;

l) qualora sia stata determinato secondo l'articolo 7, un effetto negativo rilevante per la diversità biologica , regola o gestisce i rilevanti procedimenti e categorie di attività;

m) coopererà nel fornire un sostegno finanziario o di altro genere per la conservazione in situ descritta

nei sotto-paragrafi (a) a (l) precedenti, in particolare per i paesi in via di sviluppo.

Articolo 9. Conservazione ex-situ

Ciascuna Parte contraente, nella misura del possibile e come opportuno, ed innanzitutto ai fini di integrare i provvedimenti per la conservazione in situ:

(a) adotta provvedimenti per la conservazione ex-situ dei componenti della diversità biologica, di preferenza nel paese di origine di tali componenti;

b) installa e mantiene strutture per la conservazione ex-situ e la ricerca su piante, animali e microorganismi, di preferenza nel paese di origine delle risorse genetiche;

c) adotta misure per assicurare la ricostituzione ed il risanamento delle specie minacciate ed il reinsediamento di queste specie nei loro habitat naturali in condizioni appropriate;

d) regolamenta e gestisce la raccolta delle risorse biologiche negli habitat naturali ai fini della conservazione ex-situ in maniera da evitare che siano minacciati gli eco-sistemi e le popolazioni di specie in-situ, in particolare se provvedimenti speciali ex-situ sono necessari in base al sottoparagrafo (c) precedente;

(e) coopera nel fornire un sostegno finanziario e di altro genere per la conservazione ex-situ di cui ai sotto-paragrafi (a) a (d) precedenti e per l'instaurazione ed il mantenimento di mezzi di conservazione ex-situ nei paesi in via di sviluppo.

Articolo 10. Uso durevole dei componenti della diversità biologica

Ciascuna Parte contraente, nella misura del possibile e come appropriato:

a) terrà conto della conservazione e dell'uso durevole delle risorse biologiche nei processi decisionali nazionali;

(b) adotterà provvedimenti concernenti l'uso delle risorse biologiche per evitare o minimizzare gli impatti negativi sulla diversità biologica;

(c) Proteggerà ed incoraggerà l'uso abituale delle risorse biologiche in conformità con le prassi culturali tradizionali compatibili con i criteri prescritti per la conservazione o il loro uso durevole;

(d) aiuterà le popolazioni locali a progettare ed applicare misure correttive in zone degradate dove la diversità biologica é stata depauperata;

(e) incoraggerà la cooperazione tra le sue autorità governative ed il settore privato per elaborare metodi favorevoli ad un uso durevole delle risorse biologiche.

Articolo 11. Incentivi

Ciascuna Parte contraente nella misura del possibile e come appropriato, adotterà misure razionali dal punto di vista economico e sociale che agiscano come incentivi per la conservazione e l' uso durevole dei componenti della diversità biologica.

Articolo 12. Ricerca e Formazione

Le Parti contraenti, in considerazione delle particolari esigenze dei paesi in via di sviluppo:

a) Istituiranno e manterranno programmi di istruzione e di formazione scientifica e tecnica per individuare e conservare la diversità biologica ed i suoi componenti e garantirne l'uso durevole, e appoggeranno tale educazione e formazione in corrresponsione con le esigenze specifiche dei paesi in via di sviluppo;

(b) promuoveranno ed incoraggeranno la ricerca che contribuisce alla conservazione ed all' uso durevole della diversità biologica, in particolare nei paesi in via di sviluppo, in conformità inter alia alle decisioni della Conferenza delle Parti adottate a seguito di raccomandazioni dell'organo sussidiario di consulenza scientifica, tecnica e tecnologica;

c) attenendosi alle disposizioni degli articoli 16, 18 e 20, promouvera lo sfruttamento dei progressi della ricerca scientific sulla diversità biologica, in vista di elaborare metodi per la conservazione e l'uso durevole delle risorse biologiche, e coopererà a tal fine.

Articolo 13. Istruzione e divulgazione al pubblico

Le Parti contraenti:

a) promuoveranno ed incoraggeranno la percezione di quanto sia no importanti la conservazione della diversità biologica e le misure necessarie a tal fine, mediante divulgazione attraverso i mass media e l'inclusione di queste materie nei programmi di istruzione;

b) coopereranno, come appropriato, con altri Stati ed organizzazioni internazionali per elaborare programmi educativi e di divulgazione al pubblico, riguardo alla conservazione ed all'uso durevole della diversità biologica.

Articolo 14. Valutazione dell'impatto minimizzazione degli impatti nocivi

1. Ciascuna Parte contraente, nella misura del possibile e come opportuno:

a) adotterà procedure appropriate ai fini dell'ottenimento di valutazioni degli impatti sull'ambiente dei progetti da essa proposti e che sono suscettibili di avere effetti negativi rilevanti sulla diversità biologica, al fine di evitare o minimizzare questi effetti e, se del caso, consentirà una partecipazione pubblica a queste procedure;

b) adotterà le necessarie misure affinché si tenga debitamente conto delle ripercussioni ambientali dei suoi programmi e politiche suscettibili di nuocere in maniera rilevante alla diversità biologica;

c) incoraggia, su base di reciprocità, la notifica, lo scambio di informazioni e le consultazioni su attività sotto la sua giurisdizione o il suo controllo, suscettibili di pregiudicare in maniera significativa la diversità biologica di altri Stati o di zone situatue fuori dai limiti della sua giurisdizione nazionale incentivando la conclusione di accordi bilaterali, regionali o multilaterali, come appropriato;

d) In caso di pericolo o di danno grave o imminente che abbia origine sotto la sua giurisdizione e che minacci la diversità biologica in una zona sotto la giurisdizione di altri Stati o in zone situate fuori dai limiti della giurisdizione nazionale, notifica immediatamente gli Stati suscettibili di essere colpiti da tale pericolo o danno ed adotterà le misure necessarie a prevenire questo danno o pericolo o a minimizzarne per quanto possibile gli effetti;

e) agevola la conclusione di accordi a livello nazionale in vista di adottare provvedimenti di emergenza in caso di attività o eventi, aventi cause naturali o di altro genere che presentino un pericolo grave o imminente per la diversità biologica, e promuove la cooperazione internazionale al fine di sostenere tali sforzi a livello nazionale, e, se del caso e se cosi' convenuto con gli Stati o le organizzazioni regionali di integrazione economica , al fine di predisporre piani di emergenza congiunti.

2. La Conferenza delle Parti esaminerà , sulla base degli studi da effettuarsi, il problema della responsabilità e del risarcimento, compreso il ripristino e l'indennizzo per i danni causati alla diversità biologica, salvo se tale responsabilità sia di natura strettamente nazionale.

Articolo 15. Accesso alle risorse genetiche

1. In considerazione dei diritti sovrani degli Stati sulle loro risorse naturali,spetta ai Governi di determinare l'accesso alle risorse genetiche. Tale facoltà è disciplinata dalla legislazione nazionale.

2. Ciascuna Parte contraente farà ogni sforzo per creare le condizioni favorevoli per l'accesso alle risorse genetiche da parte delle altre Parti contraenti, per usi - razionali da un punto di vista ecologico, e per non imporrà limitazioni contrarie agli obiettivi della presente Convenzione.

3. Ai fini della presente Convenzione, le risorse genetiche fornite da una Parte contraente di cui nel presente articolo e negli Articoli 16 e 19 di seguito, sono esclusivamente quelle fornite dalle Parti contraenti che sono paesi di origine di tali risorse o dalle Parti che hanno acquisito tali risorse in conformità con la presente Convenzione.

4. L'accesso, quando autorizzato, sarà praticato secondo termini reciprocamente convenuti e sarà soggetto alle disposizioni del presente Articolo.

5. L'accesso alle risorse genetiche sarà soggetto al consenso preventivo, concesso in cognizione di causa della Parte contraente che fornisce tali risorse, salvo se diversamente determinato da detta Parte.

6. Ciascuna Parte contraente farà ogni sforzo per sviluppare ed svolgere una ricerca scientifica basata sulle risorse genetiche fornite dalle altre Parti contraenti con la piena partecipazione di dette Parti e se possibile, sul loro territorio.

7. Ciascuna Parte contraente adotterà misure legislative, amministrative o di politica generale, come appropriato ed in conformità con gli Articoli 16 e 19 e se del caso, mediante il meccanismo di finanziamento stabilito dagli Articoli 20 e 21 in vista di ripartire in maniera giusta ed equa i risultati della ricerca e dello sviluppo, nonché i benefici derivanti dalla utilizzazione commerciale e di altra natura delle risorse genetiche con la Parte contraente che fornisce tali risorse. Tale ripartizione sarà effettuata secondo condizioni stabilite di comune accordo.

Articolo 16. Accesso alla tecnologia e trasferimento di tecnologia

1. Ciascuna Parte contraente, riconoscendo che la tecnologia include la biotecnologia e che sia l'accesso alla tecnologia che il trasferimento di tecnologia tra le Parti contraenti sono elementi essenziali per il conseguimento degli obiettivi della presente Convenzione, si impegna, sotto riserva delle disposizioni del presente Articolo, a fornire e/o agevolare ad altre Parti contraenti l'accesso alle tecnologie necessarie per la conservazione e l'uso durevole della diversità biologica, utilizzando le risorse genetiche senza causare danni significativi all'ambiente, ed a agevolare il trasferimento di tali tecnologie.

2. L'accesso ed il trasferimento di tecnologia di cui al paragrafo 1 precedente, sarà fornito e/o agevolato per i paesi in via di sviluppo alle condizioni piu' eque e favorevoli, anche a condizioni agevolate e preferenziali se cosi' stabilito di comune accordo, e, se del caso, in conformità con il meccanismo finanziario previsto dagli Articoli 20 e 21. In caso di tecnologia soggetta a brevetti e di altri diritti per la proprietà intellettuale, tale accesso e trasferimento saranno forniti a condizioni che tengano conto dei diritti di proprietà intellettuale e siano compatibili con la loro protezione adeguata ed effettiva . L'attuazione del presente paragrafo sarà compatibile con i paragrafi 3,4 e 5 di seguito.

3. Ciascuna Parte contraente adotterà provvedimenti legislativi, amministrativi o di politica, come appropriato, affinché le Parti contraenti in particolare i paesi in via di sviluppo che forniscono risorse genetiche, possano avere accesso alle tecnologie utilizzando queste risorse ed i e trasferimenti di tecnologia secondo modalità stabilite di comune accordo, compresa la tecnologia protetta da brevetti e da altri diritti di proprietà intellettuale,se necessario,in base alle disposizioni degli Articoli 20 e 21, ed in conformità con il diritto internazionale,e compatibilmente con i paragrafi 4 e 5 in appresso.

4. Ciascuna Parte contraente adotterà provvedimenti di natura legislativa, amministrativa o di politica generale, come appropriato, affinché il settore privato agevoli l'accesso alla tecnologia di cui al paragrafo 1 precedente, la sua elaborazione congiunta ed il suo traferimentoa vantaggio sia degli enti governativi che del settore privato dei paesi in via di sviluppo, ed al riguardo si atterrà agli obblighi di cui ai paragrafi 1 e 2 di cui sopra.

5. Le Parti contraenti riconoscendo che i brevetti ed altri diritti di proprietà intellettuale possono avere un'influenza sulla attuazione della presente Convenzione, coopereranno al riguardo con riserva della legislazione nazionale e del diritto internazionale, al fine di assicurare che tali diritti siano favorevoli e non contrari ai suoi obiettivi.

Articolo 17. Scambio di Informazioni

1. Le Parti contraenti agevoleranno lo scambio di informazioni, provenienti da ogni fonte accessibile al pubblico, relativa alla conservazione ed all'uso durevole della diversità biologica, tenendo conto delle particolari esigenze dei paesi in via di sviluppo.

2. Tale scambio di informazioni includerà uno scambio di informazioni sui risultati della ricerca tecnica scientifica e socio-economica, nonché sui programmi di formazione e di studi, sulle cognizioni specializzate, e

le cognizioni indigene e tradizionali , sia in quanto tali o' in combinazione con le tecnologie di cui all'Articolo 16, par. 1. Questo scambio includerà anche, qualora fattibile, il rimpatrio delle informazioni.

Articolo 18. Cooperazione tecnica e scientifica

1. le Parti contraenti promuoveranno la cooperazione tecnica e scientifica internazionale nel campo della conservazione e dell'uso durevole della diversità biologica, se necessario, tramite gli enti internazionali e nazionali competenti.

2. Ciascuna Parte contraente promuoverà una cooperazione tecnica e scientifica con le altre Parti contraenti, in particolare nei paesi in via di sviluppo, per attuare la presente Convenzione, attraverso inter alia, lo sviluppo e l'attuazione delle politiche nazionali. Nel promuovere tale cooperazione, dovrà essere conferita una particolare attenzione allo sviluppo ed al rafforzamento delle capacità nazionali mediante la valorizzazione delle risorse umane ed il rafforzamento delle istituzioni.

3. La Conferenza delle Parti, nella sua prima riunione, determinerà come stabilire un centro di scambi per promuovere ed agevolare la cooperazione tecnica e scientifica.

4. Le Parti contraenti, in conformità con la legislazione e le politiche nazionali, incentiveranno e svilupperanno metodi di cooperazione per lo sviluppo e l'uso delle tecnologie, comprese le tecnologie indigene e tradizionali, secondo gli scopi della presente Convenzione. A tal fine, le Parti contraenti promuoveranno la cooperazione per la formazione di personale e lo scambio di esperti.

5. Le Parti contraenti, sotto riserva di un accordo reciproco, promuoveranno l'istituzione di programmi di ricerca comune e di joint ventures per lo sviluppo di tecnologie rilevanti ai fini della presente Convenzione.

Articolo 19. Gestione della Bio-tecnologia e distribuzione dei suoi benefici.

1. Ciascuna Parte contraente adotterà misure legislative, amministrative o di politica, come appropriato, al fine di provvedere alla effettiva partecipazione ad attività di ricerca bio-tecnologica di quelle Parti contraenti, in particolare i paesi in via di sviluppo, che forniscono risorse genetiche per tale ricerca, se possibile in dette Parti contraenti.

2. Ciascuna Parte contraente adotta ogni provvedimento possibile al fine di promuovere e favorire l'accesso prioritario delle Parti contraenti su una base equa e giusta, in particolare i paesi in via di sviluppo, ai risultati ed ai vantaggi derivanti dalle biotecnologie

basate sulle risorse genetiche fornite da tali Parti contraenti. Alle Parti contraenti sarà consentito l'accesso a condizioni stabilite di comune accordo.

3. Le Parti esamineranno l'opportunità di adottare misure e di stabilirne le modalità, se del caso sotto forma di un protocollo che comprenda in particolare un accordo preliminare dato in cognizione di causa e che stabilisca le appropriate procedure per quanto riguarda il trasferimento, la manipolazione e l'utilizzazione in condizioni di sicurezza di ogni organismo vivente modificato originato dalla biotecnologia che rischierebbe di avere effetti sfavorevoli sulla sulla conservazione e l'uso durevole della diversità biologica.

4. Ciascuna parte contraente comunica direttamente o esige che sia comunicata da ogni persona fisica o giuridica sotto la sua giurisdizione che fornisce gli organismi di cui al paragrafo 3 precedente,
ogni informazione disponibile sull'uso ed i regolamenti di sicurezza previsti da detta Parte contraente per la manipolazione di questi organismi, nonché ogni informazione disponibile sul potenziale effetto negativo degli organismi specifici in questione, alla Parte contraente nella quale tali organismi devono essere introdotti.

Articolo 20. Risorse finanziarie

1. Ciascuna Parte contraente s'impegna a fornire, in base alle sue disponibilità, appoggio e vantaggi finanziari alle attività nazionali volte a conseguire gli obiettivi della presente Convenzione, in conformità con i suoi piani , le sue priorità ed i suoi programmi nazionali.

2. Le Parti che sono paesi sviluppati forniscono risorse finanziarie nuove ed addizionali in vista di consentire alle Parti dei paesi in via di sviluppo di far fronte al totale dei costi incrementivi convenuti, che debbono sostenere per l'attuazione delle misure mediante le quali adempiono agli obblighi della presente Convenzione, e beneficiano delle sue disposizioni, tali costi incrementivi essendo convenuti tra una Parte che è un paese in via di sviluppo e la struttura istituzionale di cui all'Articolo 21, in base alle politiche, alle strategie, alle priorità programmatiche ed alle condizioni di attribuzioni, ed ad una lista indicativa di tali costi incrementivi stabilite dalla Conferenza delle parti. Le altre Parti, compresi i paesi che attraversano una fase di transizione verso l' economia di mercato,potranno volontariamente assumere gli obblighi delle parti che sono Paesi progrediti. Ai fini del presente Articolo,la Conferenza delle Parti stabilisce nella sua prima riunione, la lista delle Parti che sono paesi progrediti e delle altre Parti che si assumono volontariamente gli obblighi delle Parti dei paesi progrediti. La Conferenza delle parti passa periodicamente in rassegna questa lista e se necessario

la modifica. Saranno inoltre incoraggiati contributi a titolo volontario dagli altri paesi e da altre fonti. Ai fini della pratica attuazione di tali impegni, si terrà conto della necessità di fare in modo che il flusso dei fondi sia adeguato, prevedibile e puntuale, nonché dell'importanza di una ripartizione degli oneri tra le Parti contribuenti incluse nella lista di cui sopra.

3. Le Parti che sono paesi progrediti possono anche fornire, a favore delle Parti che sono paesi in via di sviluppo, risorse finanziarie connesse all'applicazione della presente Convenzione mediante canali bilaterali, regionali e multilterali.

4. L'adempimento da parte dei Paesi in via di sviluppo degli obblighi che incombono loro in virtù della Convenzione dipenderà dalla effettiva attuazione da parte dei Paesi progrediti dei loro impegni in base alla presente Convenzione per quanto riguarda le risorse finanziarie ed il trasferimento di tecnologia, laddove questi ultimi terranno pienamente conto del fatto che lo sviluppo economico e sociale e lo sradicamento della povertà sono le prime priorità fondamentali dei Paesi in via di sviluppo.

5. Nell'adottare misure in materia di finanziamenti ed di trasferimenti di tecnologia, le Parti dovranno tenere pienamente conto delle esigenze specifiche e della situazione particolare dei paesi meno avanzati.

6. Le Parti contraenti terranno anche conto delle particolari condizioni derivanti dalla distribuzione e dalla localizzazione della diversità biologica sul territorio delle Parti che sono Paesi in via di sviluppo Parti, e della dipendenza di questi ultimi paesi Parti da dette condizioni ,in particolare i micro stati insulari.

7. Esse terranno altresì conto della particolare situazione dei paesi in via di sviluppo, compresi i più vulnerabili dal punto di vista ambientale,come quelli con zone aride e semi aride, zone costiere e di montagna.

Articolo 21. Meccanismo di finanziamento

1. Si provvederà ad un meccanismo di finanziamento per l'erogazione, ai fini della presente Convenzione, di risorse finanziarie alle Parti che sono .paesi in via di sviluppo , sotto forma di doni o a condizioni di favore , i cui elementi essenziali sono esposti nel presente Articolo. Il meccanismo funzionerà sotto l'autorità e la direzione della Conferenza delle Parti, alla quale dovrà rendre conto, per i fini della presente Convenzione. Il funzionamento di tale meccanismo avverrà mediante la struttura istituzionale che sarà stabilita dalla Conferenza delle Parti nella sua prima riunione. Ai fini della presente Convenzione, la Conferenza delle Parti determina la sua politica generale , la sua strategia, le

priorità programmatiche ed i criteri per l'attribuzione e l' utilizzazione di queste risorse. Gli apporti dovranno essere tali da consentire versamenti prevedibili adeguati e puntuali come previsto all'Articolo 20, in relazione con l'ammontare delle risorse necessarie che sarà stabilito periodicamente dalla Conferenza delle Parti e con l'ammontare dellà ripartizione degli oneri tra le Parti contribuenti figuranti nella lista di cui all'Articolo 20, par. 2. Le parti che sono paesi sviluppati nonché gli altri paesi e le altre fonti possono anche versare contributi volontari. Il meccanismo opererà secondo un sistema amministrativo democratico e trasparente.

2. In conformità con gli obiettivi della presente Convenzione, la Conferenza delle Parti nella sua prima riunione determina la politica generale, la strategia e le priorità programmatiche, nonchè criteri e linee direttive dettagliate per definire i criteri per l'accesso delle risorse finanziarie e la loro utilizzazione, compreso il controllo ed una regolare valutazione di tale utilizzazione. La Conferenza delle Parti stabilirà le disposizioni necessarie che daranno effetto al paragrafo 1 precedente , previa consultazione con la struttura istituzionale incaricata del funzionamento del meccanismo finanziario.

3. La Conferenza delle Parti esamina l'efficacia del meccanismo istituito in base al presente Articolo, compresi i criteri e le direttive di cui al paragrafo 2 precedente, non prima di due anni dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione e successivamente su base regolare. In base a tale revisione, essa adotta provvedimenti appropriati per migliorare l'efficacia del meccanismo se necessario.

4. Le Prti contraenti prendono in considerazione il rafforzamento delle istituzioni finanziarie esistenti affinchè esse possano fornire risorse finanziarie destinate alla conservazione e l'uso durevole della diversità biologica.

Articolo 22. Rapporti con altre Convenzioni internazionali.

1. Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano i diritti e gli obblighi di una Parte contraente derivanti da un accordo internazionale esistente, salvo se l'esercizio di tali diritti o il rispetto di tali obblighi potrebbe causare gravi danni alla diversità biologica o costituire per essa una minaccia.

2. Le Parti contraenti attueranno la presente Convenzione per quanto riguarda l'ambiente marino, in conformità con i diritti e gli obblighi degli Stati in base al diritto del mare.

Articolo 23. Conferenza delle parti

1. E' istituita una Conferenza delle Parti. La prima riunione della Conferenza delle Parti è convocata dal Direttore esecutivo del Programma delle Nazioni Unite per l'Ambiente, non oltre un anno dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione. Successivamente, riunioni ordinarie della Conferenza delle Parti avranno luogo ad intervalli regolari che saranno determinati dalla Conferenza nella sua prima riunione.

2. Riunioni straordinarie della Conferenza delle Parti avranno luogo in ogni altro momento qualora la Conferenza delle Parti lo ritenga necessario, oppure dietro richiesta scritta di una Parte, a condizione che, entro sei mesi da quando tale richiesta é stata comunicata a dette Parti dal Segretariato, essa sia appoggiata da almeno un terzo delle parti.

3. La Conferenza delle Parti stabilisce ed adotta mediante consenso il suo regolamento interno, nonché quello di ogni organo sussidiario che potrà istituire, come pure il regolamento finanziario che regola il finanziamento del Segretariato. In ciascuna riunione ordinaria, essa adotta il bilancio preventivo per l'esercizio finanziario corrente fino alla successiva riunione ordinaria.

4. La Conferenza delle Parti tiene sotto controllo l'attuazione della presente Convenzione, ed a tal fine:

(a) stabilisce la forma e la frequenza della comunicazione delle informazioni che dovranno essere sottoposte in conformità con l'articolo 26 ed esamina queste informazioni nonchè i rapporti presentati da ogni organo sussidiario;

(b) esamina i pareri scientifici,tecnologici e scientifici sulla diversità biologica forniti in conformità con l'Articolo 25;
(c) esamina ed adotta, se del caso, protocolli in conformità con l'Articolo 28;

(d) esamina ed adotta, se del caso,emendamenti alla presente Convenzione ed ai suoi annessi in conformità con gli Articoli 29 e 30,

(e) esamina gli emendamenti ad ogni Protocollo, nonché ad ogni annesso a detto Protocollo e, se cosi' deciso, raccomanda la loro adozione alle Parti al protocollo in questione;

(f) esamina ed adotta, se necessario, ed in conformità con l'articolo 30, gli annessi addizionali alla presente Convenzione;

(g) istituisce gli organi sussidiari ritenuti necessari ai fini dell'attuazione della presente

Convenzione, , in particolare per fornire pareri scientifici e tecnici;

h) contatta, tramite il Segretariato, gli organi esecutivi delle Convenzioni che trattano questioni previste dalla presente Convenzione in vista di stabiire con essi forme appropriate di cooperazione ;

(i) esamina ed adotta ogni altra misura necessaria per il conseguimento degli obiettivi della presente Covnenzione alla luce dell'esperienza ricavata in questa operazione.

5. Le Nazioni Unite, le sue Istituzioni specializzate e l'Agenzia Internazionale per l'Energia Atomica nonché ogni Stato che non é Parte alla presente Convenzione, possono essere rappresentate come osservatori alle riunioni della Conferenza delle Parti. Ogni altro organo o agenzia, sia governativo che non governativo, competente in settori relativi alla conservazione ed all'uso durevole della diversità biologica, che ha informato il Segretariato del suo desiderio di essere rappresentato come osservatore ad una riunione della Conferenza delle Parti, potrà essere ammesso a meno che almeno un terzo delle Parti presenti non vi faccia obiezione. L'ammissione e la partecipazione degli osservatori sarà soggetta al regolamento interno adottato dalla Conferenza delle Parti.

Articolo 24. Segretariato

1. Viene istituito un Segretariato. Le sue funzioni saranno di:

(a) organizzare le riunioni dela Conferenza delle Parti di cui all'Articolo 23;

(b) svolgere le funzioni ad esso assegnato da ogni Protocollo;

(c) predisporre rapporti sulla esecuzione delle sue funzioni in base alla presente Convenzione e presentarli alla Conferenza delle Parti;

(d) effettuare il coordinamento con altri organi internazionali pertinenti, ed in particolare stipulare gli accordi amministrativi e contrattuali eventualmente necessari per un effettivo svolgimento delle sue funzioni;

(e) esercitare ogni altra funzione che potrà essere determinata dalla Conferenza delle Parti.

2. Nella sua prima riunione ordinaria, la Conferenza delle Parti designerà il Segretariato tra quelle Organizzazioni internazionali esistenti competenti che hanno manifestato il loro desiderio di svolgere funzioni di segretariato in base alla presente Convenzione.

Articolo 25. Organo Sussidiario di Consulenza Scientifica, Tecnica e Tecnologica

1. Un organo sussidiario per la prestazione di consulenza scientifica tecnica e tecnologica é qui di seguito stabilito per fornire alla Conferenza delle Parti e, se necessario, ai suoi altri organi sussidiari una consulenza tempestiva connessa all'attuazione della presente Convenzione. Questo organo sarà aperto alla partecipazione di tutte le Parti e sarà multidisciplinare. Esso includerà i rappresentanti del Governo competenti nel settore di consulenza pertinente. Esso farà regolarmente rapporto alla Conferenza delle Parti su tutti gli aspetti del suo lavoro.

2. Sottola guida ed in conformità con le direttive stabilite dalla Conferenza delle Parti, e dietro sua richiesta, tale organo:

(a) fornirà valutazioni scientifiche e tecniche dello status della diversità biologica;

(b) predisporrà valutazioni scientifiche e tecniche degli effetti dei tipi di misure adottati in conformità con le disposizioni della presente Convenzione;

(c) Individuerà tecnologie innovative, efficaci e conformi allo stato dell'arte, e know how relativo alla conservazione ed all'uso sostenibile della diversità biologica e consiglierà sui mezzi e modi di promuovere lo sviluppo e/o trasferire tali tecnologie;

(d) fornirà consulenza ai programmi scientifici ed alla cooperazione internazionale per la ricerca e lo sviluppo connessi alla conservazione ed all'uso sostenibile della diversità biologica;

(e) risponderà alle domande scientifiche, tecniche, tecnologiche e metodologiche che potranno essere poste a tale organo dalla Conferenza delle Parti e dai suoi organi sussidiari.

3. Le funzioni, il regolamento interno, l'organizzazione ed il funzionamento di questo organo potranno essere ulteriormente sviluppati dalla Conferenza delle Parti.

Articolo 26. Rapporti

Ciascuna parte contraente, ad intervalli che saranno determinati dalla Conferenza delle Parti, presenterà alla Conferenza delle Parti rapporti sui provvedimenti che ha adottato in vista dell' attuazione delle disposizioni della presente Convenzione e sulla loro efficacia nel perseguire gli obiettivi della presente Convenzione.

Articolo 27. Soluzione delle controversie

1. Nel caso di una controversia tra le Parti contraenti relativa alla interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione, le parti interessate cercheranno una soluzione mediante negoziazione.

2. Se le Parti interessate non possono raggiungere un accordo mediante negoziazione, esse possono di comune accordo richiedere i buoni uffizi, o la mediazione di una terza parte.

3. Nel ratificare, accettare o approvare o aderire alla presente Convenzione, o in qualsiasi momento successivo, uno Stato o una organizzazione di integrazione economica regionale possono dichiarare per iscritto al Depositario che per una controversia non risolta in conformità con il paragrafo 1 o il paragrafo 2 di cui sopra, esse accettano uno o entrambe i seguenti mezzi di soluzione delle controversie a titolo obbligatorio:

(a) arbitrato in conformità con la procedura stabilita alla Parte 1 dell'Annesso II;

b) presentazione della controversia alla Corte internazionale di Giustizia.

4. Se le Parti alla controversia non hanno, in ocnformità con il paragrafo 3 di cui sopra, accettato la stessa procedura o ogni altra , la controversia sarà sottoposta a conciliazione in ocnformità con la Parte 2 dell'Annesso II a meno che le Parti non decidano diversamente.

5. Le disposizioni del presente Articolo si applicheranno a qualsiasi Protocollo salvo se diversamente previsto nel protocollo stesso.

Articolo 28. Adozione di Protocolli

1. Le Parti contraenti coopereranno alla formulazione ed all'adozione dei Protocolli alla presente Convenzione.

2. I Protocolli saranno adottati da una riunione della Conferenza delle Parti.

3. I testi di qualsiasi protocollo proposto saranno comunicati alle parti contraenti dal Segretariato almeno sei mesi prima di tale riunione.

Articolo 29. Emendamento della Convenzione o Protocolli

1. Gli emendamenti alla presente Convenzione possono essere proposti da ogni parte Contraente. Gli emendamenti a qualsiasi Protocllo possono essere proposti da ogni Parte a tale Protocollo.

2. Gli emendamenti alla presente Convenzione saranno adottati ad una riunione della Conferenza delle Parti. Gli emendamenti a qualsiasi protocollo saranno adottati ad una riunione delle Parti al protocollo in questione. Il testo di ogni proposta di emendamento alla presente Convenzione o a qualsiasi Protocollo, tranne se diversamente previsto in tale Protcollo, sarà comunicato alle Parti allo strumento in questione dal Segretariato almeno sei mesi prima della riunione durante la quale sarà proposto per adozione. Il Segretariato comunicherà le proposte di emendamento ai firmatari alla presente Convenzione per informazione.

3. Le Parti faranno ogni sforzo per raggiungere un accordo mediante consenso su qualsiasi proposta di emendamento alla presente Convenzione o su ogni Protocollo. Qualora siano stati esperiti tutti i mezzi per ottenere un consenso e nessun accordo sia stato raggiunto, l'emendamento sarà in ultima analisi adottato da un voto a maggioranza di due terzi delle Parti allo strumento in questione presenti e votanti alla riunione, e sarà sottoposto dal Depositario a tutte le Parti per ratifica, accettazione o approvazione.

4. La ratifica, l'accettazione o l'approvazione degli emendamenti sarà notificata per iscritto al Depositario. Gli emendamenti adottati in conformità con il paragrafo 3 di cui sopra, entreranno in vigore tra le Parti che li hanno accettati il novantesimo giorno dopo il deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione di almeno due terzi delle Parti contraenti alla Convenzione o delle Parti al Protocollo in oggetto, salvo se diversamente previsto in tale protocollo. Successivamente gli emendamenti entreranno in vigore per ogni altra Parte il novantesimo giorno dopo che quella Parte avrà depositato il suo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione degli emendamenti.

5. Ai fini del presente Articolo l'espressione "Parti presenti e votanti" significa le Parti presenti e che esprimono un voto affermativo o negativo.

Articolo 30.Adozione ed emendamenti di Annessi

1. Gli annessi alla presente Convenzione o a un Protocollo saranno parte integrante della Convenzione o di qualsiasi protocollo, a seconda dei casi, salvo se diversamente previsto. Un riferimento alla presente Convenzione o ai suoi protocolli costituisce al contempo un riferimento ad ogni relativo annesso. Tali annessi saranno riservati a a questioni procedurali, scientifiche, tecniche e di natura amministrativa.

2. Salvo se diversamente previsto in qualsiasi protocollo per quanto riguarda i suoi annessi, alla proposta , adozione ed entrata in vigore di annessi

addizionali alla presente Convenzione o agli annessi ad ogni protocollo, sarà applicata la seguente procedura:

(a) Saranno proposti ed adottati annessi alla presente Convenzione o ad ogni protocollo secondo la procedura stabilita all'Articolo 29;

(b) Ogni Parte che non é in grado di approvare un annesso addizionale alla presente Convenzione od un annesso ad ogni Protocollo cui é parte, notificherà in tal senso il Depositario per iscritto, entro un anno dalla data della comunicazione di adozione da parte del Depositario. Il Depositario senza indugio notificherà tutte le Parti di qualsiasi notifica in tal senso ricevuta. Una Parte può in ogni tempo ritirare una precedente dichiarazione di obiezione, in tal caso gli annessi entreranno in vigore per quella Parte con riserva del capoverso c) di seguito;

(c) allo scadere di un anno dalla data di comunicazione dell'adozione da parte del Depositario, l'annesso entrerà in vigore per tutte le Parti alla presente Convenzione o a qualsiasi Protocollo interessato che non hanno inviato una notifica in conformità con le disposizioni del capoverso (b) sopra.

3. La proposta, l'adozione e l'entrata in vigore degli emendamenti agli annessi alla presente Convenzione o a un Protocollo, saranno soggette alla stessa procedura di quella per la proposta, l'adozione e l'entrata in vigore degli annessi alla Convenzione o degli annessi a qualsiasi Protocollo.

4. Se un annesso addizionale o un emendamento ad un annesso, é connesso ad un emendamento alla presente Convenzione o a un Protocollo, l'annesso addizionale o l'emendamento non entreranno in vigore fino a quando l'emendamento alla Convenzione o al Protocollo interessato non é entrato in vigore.

Articolo 31. Diritto di Voto

1. Tranne quando previsto al paragrafo 2 qui di seguito, ciascuna Parte contraente alla presente Convenzione o a qualsiasi Protocollo avrà un voto.

2. Le Organizzazioni di integrazione economica regionale , per questioni nell'ambito della loro competenza, eserciteranno il loro diritto di voto con un numero di voti pari al numero dei loro Stati membri che sono Parti contraenti a questa Convenzione o al Protocollo in questione. Tali organizzazioni non eserciteranno il loro diritto di vote se i loro Stati membri esercitano il loro e vice versa.

Articolo 32. Rapporti tra la presente Convenzione ed i suoi protocolli.

1. Uno Stato o una organizzazione di integrazione economica regionale non può divenire Parte ad un

protocollo a meno che non sia, o diventi contestualmente, Parte contraente alla presente Convenzione.

2. Le decisioni in base ad un protocollo saranno adottate solo dalle Parti al protocollo stesso. Qualsiasi Parte contraente che non ha ratificato, accettato o approvato un Protocollo, può partecipare come osservatore a qualsiasi riunione delle Parti a quel Protocollo.

Articolo 33. Firma

La presente Convenzione sarà aperta a Rio de Janeiro alla firma di tutti gli Stati e di ogni organizzazione di integrazione economica regionale dal 5 giugno 1992 fino al 14 giugno 1992, e presso la Sede centrale delle Nazioni Unite a New York dal 15 giugno 1992 al 4 giugno 1993.

Articolo 34. Ratifica, Accettazione o Approvazione

1. La presente Convenzione ed ogni Protocollo protocollo saranno soggetti a ratifica, accettazione o approvazione degli Stati e delle Organizzazioni di integrazione economica regionale Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Depositario.

2. Una organizzazione di cui al paragrafo 1 precedente che diventa Parte contraente alla presente Convenzione o ad un Protocollo senza che nessuno degli Stati membri che la compongono ne sia Parte contraente, sarà vincolata da tutti gli obblighi in base alla Convenzione o al protocollo a seconda dei casi. In caso di organizzazioni, in cui uno o più stati membri sono Parti contraenti alla presente Convenzione o al protocollo in questione, l'organizzazione ed i suoi Stati membri decideranno in merito alle loro rispettive responsabilità per quanto riguarda l'adempimento dei loro obblighi in base alla Convenzione o al protocollo, a seconda dei casi. In questi casi, l'Organizzazione e gli Stati membri non avranno diritto ad esercitare contemporaneamente i loro diritti in base alla Convenzione o al Protocollo pertinente .

3. Nei loro strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione, le organizzazioni di cui al paragrafo 1 di cui sopra dichiareranno la portata della loro competenza per quanto riguarda le questioni regolamentate dalla Convenzione o dal protocollo pertinente. Queste organizzazioni informeranno il Depositario di ogni rilevante modifica della portata della loro competenza.

Articolo 35. Adesione

1.La presente Convenzione ed ogni protocollo saranno aperti all'adesione da parte degli Stati e di ogni organizzazione d'integrazione economica regionale a decorrere dalla data alla quale la Convenzione o il protocollo interessato sono chiusi per la firma. Gli

strumenti di adesione saranno depositati presso il depositario.

2. Nei loro strumenti di adesione, le organizzazioni di cui al paragrafo 1 di cui sopra dichiarano la portata della loro competenza per quanto riguarda le questioni regolamentate dalla Convenzione o dal protocollo pertinente. Queste organizzazioni informano altresi' il depositario di ogni rilevante modifica della portata della loro compentenza.

3. Le disposizioni dell'Articolo 34, paragrafo 2, si applicano alle organizzazioni di integrazione economica regionale che aderiscono alla presente Convenzione o ad ogni Protocollo.

Articolo 36. Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il novantesimo giorno dopo la data di deposito del trentesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Ogni protocollo entrerà in giorno il novantesimo giorno dopo la data di deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione in numero specificato in detto protocollo.

3. Per ciascuna Parte contraente che ratifica, accetta o approva questa Convenzione o vi aderisce dopo il deposito del trentesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, essa entrerà in vigore il novantesimo giorno dopo la data di deposito da parte di tale Parte contraente del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

4. Ogni protocollo, salvo se diversamente previsto nello stesso, entrerà in vigore per una Parte contraente che ratifica, accetta o approva quel Protocollo o vi aderisce dopo la sua entrata in vigore in conformità con il paragrafo 2 precedente, il novantesimo giorno dopo la data alla quale quella Parte contraente ha depositato il suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, oppure alla data alla quale questa Convenzione entra in vigore per quella parte contraente, a seconda di quale sia la più recente.

5. Ai fini dei paragrafi 1 e 2 di cui sopra, ogni strumento depositato da una organizzazione di integrazione economica regionale non sarà considerato come addizionale a quelli depositati dagli Stati membri di questa organizzazione.

Articolo 37. Riserve

Nessuna riserva sarà effettuata alla presente Convenzione.

Articolo 38. Recessi

1. In ogni tempo dopo due anni dalla data alla quale la presente Convenzione é entrata in vigore per una Parte contraente, quella Parte contraente potrà ritirarsi dalla Convenzione notificando per iscritto in tal senso il Depositario.

2. Ogni recesso di cui sopra diverrà effettivo allo scadere di un anno dopo la data alla quale il Depositario ne sarà stato notificato, oppure ad ogni data successiva eventualmente specificata nella notifica di recesso.

3. Si riterrà che ogni Parte contraente che recede dalla presente Convenzione si sia altresì ritirata da qualsiasi Protocollo di cui é Parte.

Articolo 39. Accordi finanziari interinali

A patto che sia stata interamente ristrutturata in conformità con le esigenze dell'Articolo 21, la Struttura globale ambientale del Programma di Sviluppo delle Nazioni Unite, del Programma per l'Ambiente delle Nazioni Unite e dell Banca Internazionale per la Ricostruzione e lo Sviluppo sara la struttura istituzionale menzionata all'Articolo 21 a titolo interinale, per il periodo intercorrente tra l'entrata in vigore della presente Covnenzione e la prima riunione della Conferenza delle Parti, oppure fino a quando la Conferenza delle parti non decida quale struttura istituzionale sarà designata in conformità con l'Articolo 21.

Articolo 40. Accordi di Segretariato interinali

Il Segretariato che dovrà essere fornito dal Direttore esecutivo del programma delle Nazioni Unite per l'Ambiente sarà il Segretariato di cui all'Articolo 24, paragrafo 2, su una base interinale per il periodo tra l'entrata in vigore della presente Convenzione e la prima riunione della Conferenza delle parti.

Articolo 41. Depositario

Il Segretario Generale delle Nazioni Unite assumerà le funzioni di Depositario della presente Convenzione e di qualsiasi suo protocollo.

Articolo 42. Testi autentici

L'originale della presente Convenzione i cui testi in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola sono parimenti autentici, saranno depositati presso il Segretario Generale delle Nazioni Unite.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Rio de Janeiro il 5 giugno millenovecentonovantadue.

ANNESSO I
INDIVIDUAZIONE E MONITORAGGIO

1. Gli ecosistemi e gli habitat: contenenti un'elevata diversità, un vasto numero di specie endemiche o minacciate, o zone desertiche; frequentati da specie migratorie; di importanza sociale, economica, culturale o scientifica; o che sono rappresentativi, unici o associati a processi evolutivi di base o ad altri processi biologici;

2. Specie e comunità che sono: minacciate, affini selvatiche di specie addomesticate o coltivate; aventi un valore medicinale, agricolo o di altro carattere economico, o un' importanza sociale, scientifica o culturale; o un' importanza per la ricerca vertente sulla conservazione e l'uso prolungato della diversità biologica, come gli indicatori delle specie;

3. Tipi di genomi e geni di importanza sociale, scientifica o economica.

ANNESSO II
PARTE I

Arbitrato

Articolo 1

La parte ricorrente notificherà al Segretariato che le Parti deferiscono una controversia ad arbitrato in conformità con l'articolo 27. La notifica dovrà enunciare l'argomento che é oggetto dell'arbitrato ed includerà in particolare gli articoli della Convenzione o del Protocollo,la cui interpretazione o attuazione é messa in causa. Se le parti non si sono accordate per quanto riguarda l'oggetto della controversia prima della nomina del Presidente del Tribunale, il Tribunale arbitrale determinerà l'oggetto della controversia. Il Segretariato inoltrerà l'informazione in tal modo ricevuta a tutte le Parti contraenti alla presente Convenzione o al protocollo interessato.

Articolo 2

1. Nelle controversie tra due parti, il Tribunale arbitrale sarà costituito da tre membri. Ciascuna Parte alla controversia nominerà un arbitro ed i due arbitri in tal modo designati nomineranno di comune accordo il terzo arbitro che sarà Presidente del tribunale. Quest'ultimo non dovrà essere cittadino di una delle parti alla controversia, né avere la sua usuale residenza nel territorio di una delle Parti, né essere alle dipendenze di una di esse o aver trattato il caso in ogni altra sua qualifica.

2. Nelle controversie tra più di due parti, le Parti aventi lo stesso interesse nomineranno un arbitro di comune accordo.

3. Ogni carica vacante sara ricoperta nella maniera prescritta per la nomina iniziale.

Articolo 3

1. Se il Presidente del tribunale arbitrale non é stato designato entro due mesi dalla nomina del secondo arbitro, il Segretario Generale delle Nazioni Unite, a richiesta di una Parte, designerà il Presidente entro un ulteriore periodo di due mesi.

2. Se una delle Parti alla controversia non nomina un arbitro entro due mesi dalla ricevuta della richiesta, l'altra Parte ne informerà il Segretario Generale che effettuerà la designazione entro un ulteriore periodo di due mesi.

Articolo 4

Il Tribunale arbitrale pronuncerà la sua decisione in base alle disposizioni della presente Convenzione, a tutti i protocolli pertinenti ed al diritto internazionale.

Articolo 5

A meno che le Parti alla controversia non decidano diversamente, il tribunale arbitrale determinerà il suo Regolamento interno.

Articolo 6

Il Tribunale arbitrale,dietro richiesta di uan delle Partim raccomanderà misure essenziali di protezione interinali.

Articolo 7

Le Parti alla controversia agevoleranno il lavoro del tribunale arbitrale utilizzando in particolare ogni mezzo a loro disposizione:

(a) gli forniranno tutti i documenti , le informazioni e le agevolazioni pertinenti;

(b) faranno in modo che possa, se necessario, convocare testimoni o esperti e ricevere la loro testimonianza.

Articolo 8

Le parti e gli arbitri hanno l'obbligo di proteggere la riservatezza di qualsiasi informazione che essi ricevono a titolo riservato durante il procedimento del tribunale arbitrale.

Articolo 9

A meno che il Tribuanle arbitrale non determini diversamente a causa di particolari circostanze del caso, i costi del tribunale saranno sostenuti in parti uguali dalle Parti alla controversia. Il Tribunale manterrà una documentazione di tutti le sue spese, e ne fornirà un estratto conto finale alle Parti.

Articolo 10

Ogni Parte contraente che ha un interesse di natura giuridica nell'oggetto alla controversia che può essere pregiudicato dalla decisione nel caso, può intervenire nel procedimento con il consenso del tribunale.

Articolo 11

Il tribunale può giudicare e decidere in merito a controricorsi direttamente collegati con l'oggetto della controversia.

Articolo 12

Le decisioni sia di procedura che di sostanza del Tribunale arbitrale saranno adottate a maggioranza dei suoi membri.

Articolo 13

Se una delle parti alla controversia non compare dinanzi al Tribunale arbitrale o non assume la propria difesa nel procedimento, l'altra Parte può chiedere al Tribunale di continuare la procedura e di prounciare il lodo arbitrale: L'assenza di una Parte o la sua mancanza di difesa non costituirà un ostacolo allo svolgimento del procedimento. Prima di pronucniare la decisione definitiva, il tribunale arbitrale deve accertarsi che il ricorso é fondato sia per quanto riguarda il merito che da un punto di vista giuridico.

Articolo 14

Il Tribunale pronuncerà la sua decisione definitiva entro cinque giorni dalla data alla quale é interamente costituito a meno che non ritenga necessario prorogare il termine per un periodo al massimo di cinque mesi.

Articolo 15

La decisione definitiva del Tribunale arbitrale sarà limitata all'oggetto della controversia ed enuncerà le motivazioni sulle quali si fonda. Esso conterrà i nomi dei membri che hanno partecipato e la data della decisione definitiva. Ogni membro del Triubnale può allegare un'opinione separata o dissidente alla decisione finale.

Articolo 16

Il lodo arbitrale sarà vincolante per le parti alla controversia. Essa sarà inappellabile a meno che le Parti alla controversia non abbiano convenuto in anticipo di far eventualmente ricorso ad una procedura di appello.

Articolo 17

Ogni controversia che possa eventualmente sorgere tra le Parti alla controversia per quanto riguarda l'interpretazione o le modalità di attuazione della decisione finale potrà essere sottoposta dall'una o dall'altra Parte, o da entrambe, per decisione al Tribunale arbitrale che ha pronunciato detta decisione.

PARTE 2

Conciliazione

Articolo 1

Una Commissione di conciliazione sarà istituita dietro richiesta di una delle Parti alla controversia. La Commissione, a meno che le Parti non decidano diversamente, sarà costituita da cinque membri, due nominati da ciascuna parte interessata ed un Presidente selezionato di comune accordo da tali membri.

Articolo 2

Nelle controversie trà più di due Parti, le Parti aventi lo stesso interesse nomineranno i loro membri della Commissione di comune accordo. Se due o più Parti hanno interessi diversi, o se sono in disaccordo sul fatto di avere o meno gli stessi interessi, essi nomineranno i loro membri separatamente.

Articolo 3

Se le Parti non procedono alla nomina entro due mesi dalla data della richiesta di creare una Commissione di conciliazione, il Segretario Generale delle Nazioni Unite, se richiesto in tal senso dalla Parte che ha presentato la richiesta, procederà ad effettuare queste nomine entro un successivo periodo di due mesi.

Articolo 4

Se il Presidente della Commissione di conciliazione non é stato selezionato entro due mesi dal membro della Commissione designato più di recente, il Segretario Generale delle Nazioni Unite, se richiesto in tal senso da una Parte, designerà un Presidente entro un successivo periodo di due mesi.

Articolo 5

La Commissione di conciliazione adotterà le sue decisioni con un voto di maggioranza dei suoi membri. Essa determinerà la sua procedura, a meno che le Parti alla controversia non decidano diversamente di comune accordo. Essa formulerà una proposta per la risoluzione della controversia, che le Parti esamineranno in buona fede.

Articolo 6

Ogni disaccordo sul fatto che la Commissione di conciliazione abbia o meno competenza sara deciso dalla Commissione.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 1382):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREATTA) il 12 luglio 1993.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 5 ottobre 1993, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 7ª, 9ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 1°, 16 dicembre 1993.

Esaminato in aula e approvato il 22 dicembre 1993.

Camera dei deputati (atto n. 3545):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, l'11 gennaio 1994, con pareri delle commissioni I, V, VII, VIII e XIII.

Esaminato dalla III commissione il 20 gennaio 1994.

Relazione scritta annunciata il 20 gennaio 1994 (atto n. 3545/*A* - relatore on. FOSCHI).

Esaminato in aula il 1° febbraio 1994 e approvato il 2 febbraio 1994.

94G0139

FRANCESCO NIGRO, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(6651344) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE DEPOSITARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

ABRUZZO

◇ **CHIETI**
Libreria PIROLA MAGGIOLI
di De Luca
Via A. Herio, 21
◇ **PESCARA**
Libreria COSTANTINI
Corso V. Emanuele, 146
Libreria dell'UNIVERSITÀ
di Lidia Cornacchia
Via Galilei, angolo via Gramsci

BASILICATA

◇ **MATERA**
Cartolibreria
Eredi ditta MONTEMURRO NICOLA
Via delle Beccherie, 69
◇ **POTENZA**
Ed. Libr. PAGGI DORA ROSA
Via Pretoria

CALABRIA

◇ **CATANZARO**
Libreria G. MAURO
Corso Mazzini, 89
◇ **COSENZA**
Libreria DOMUS
Via Monte Santo
◇ **PALMI (Reggio Calabria)**
Libreria BARONE PASQUALE
Via Roma, 31
◇ **REGGIO CALABRIA**
Libreria PIROLA MAGGIOLI
di Fiorelli E.
Via Buozzi, 23
◇ **SOVERATO (Catanzaro)**
Rivendita generi Monopolio
LEOPOLDO MICO
Corso Umberto, 144

CAMPANIA

◇ **ANGRI (Salerno)**
Libreria AMATO ANTONIO
Via dei Goti, 4
◇ **AVELLINO**
Libreria CESA
Via G. Nappi, 47
◇ **BENEVENTO**
Libreria MASONE NICOLA
Viale dei Rettori, 71
◇ **CASERTA**
Libreria CROCE
Piazza Dante
◇ **CAVA DEI TIRRENI (Salerno)**
Libreria RONDINELLA
Corso Umberto I, 253
◇ **FORIO D'ISCHIA (Napoli)**
Libreria MATTERA
◇ **NOCERA INFERIORE (Salerno)**
Libreria CRISCUOLO
Traversa Nobile ang. via S. Matteo, 51
◇ **SALERNO**
Libreria ATHENA S.a.s.
Piazza S. Francesco, 66

EMILIA-ROMAGNA

◇ **ARGENTA (Ferrara)**
C.S.P. - Centro Servizi Polivalente S.r.l.
Via Matteotti, 36/B
◇ **FORLÌ**
Libreria CAPPELLI
Corso della Repubblica, 54
Libreria MODERNA
Corso A. Diaz, 2/F
◇ **MODENA**
Libreria LA GOLIARDICA
Via Emilia Centro, 210
◇ **PARMA**
Libreria FIACCADORI
Via al Duomo
◇ **PIACENZA**
Tip. DEL MAINO
Via IV Novembre, 160
◇ **REGGIO EMILIA**
Cartolibreria MODERNA - S.c. a r.l.
Via Farini, 1/M
◇ **RIMINI (Forlì)**
Libreria DEL PROFESSIONISTA
di Giorgi Egidio
Via XXII Giugno, 3

FRIULI-VENEZIA GIULIA

◇ **GORIZIA**
Libreria ANTONINI
Via Mazzini, 16
◇ **PORDENONE**
Libreria MINERVA
Piazza XX Settembre
◇ **TRIESTE**
Libreria ITALO SVEVO
Corso Italia, 9/F
Libreria TERGESTE S.a.s.
Piazza della Borsa, 15
◇ **UDINE**
Cartolibreria UNIVERSITAS
Via Pracchiuso, 19
Libreria BENEDETTI
Via Mercatovecchio, 13
Libreria TARANTOLA
Via V. Veneto, 20

LAZIO

◇ **APRILIA (Latina)**
Ed. BATTAGLIA GIORGIA
Via Mascagni
◇ **FROSINONE**
Cartolibreria LE MUSE
Via Marittima, 15
◇ **LATINA**
Libreria LA FORENSE
Via dello Statuto, 28/30
◇ **LAVINIO (Roma)**
Edicola di CIANFANELLI A. & C.
Piazza del Consorzio, 7
◇ **RIETI**
Libreria CENTRALE
Piazza V. Emanuele, 8
◇ **ROMA**
Libreria DEI CONGRESSI
Viale Civiltà del Lavoro, 124
L.E.G. - Libreria Economico Giuridico
Via Santa Maria Maggiore, 121
Cartolibreria ONORATI AUGUSTO
Via Raffaele Garofalo, 33
Libreria GABRIELE MARIA GRAZIA
c/o Chiosco Pretura di Roma
Piazzale Clodio
◇ **SORA (Frosinone)**
Libreria DI MICCO UMBERTO
Via E. Zincone, 28
◇ **TIVOLI (Roma)**
Cartolibreria MANNELLI
di Rosarita Sabatini
Viale Mannelli, 10
◇ **TUSCANIA (Viterbo)**
Cartolibreria MANCINI DUILIO
Viale Trieste
◇ **VITERBO**
Libreria "AR" di Massi Rossana e C.
Palazzo Uffici Finanziari
Località Pietrare

LIGURIA

◇ **IMPERIA**
Libreria ORLICH
Via Amendola, 25
◇ **LA SPEZIA**
Libreria CENTRALE
Via Colli, 5
◇ **SAVONA**
Libreria IL LEGGIO
Via Montenotte, 36/R

LOMBARDIA

◇ **ARESE (Milano)**
Cartolibreria GRAN PARADISO
Via Valera, 23
◇ **BERGAMO**
Libreria LORENZELLI
Viale Papa Giovanni XXIII, 74
◇ **BRESCIA**
Libreria QUERINIANA
Via Trieste, 13
◇ **COMO**
Libreria NANI
Via Cairoli, 14
◇ **CREMONA**
Libreria DEL CONVEGNO
Corso Campi, 72
◇ **MANTOVA**
Libreria ADAMO DI PELLEGRINI
di M. Di Pellegrini e D. Ebbi S.n.c.
Corso Umberto I, 32
◇ **PAVIA**
GARZANTI Libreria internazionale
Palazzo Università
Libreria TICINUM
Corso Mazzini, 2/C
◇ **SONDRIO**
Libreria ALESSO
Via dei Caimi, 14
◇ **VARESE**
Libreria PIROLA
Via Albuzzi, 8
Libreria PONTIGGIA e C.
Corso Moro, 3

MARCHE

◇ **ANCONA**
Libreria FOGOLA
Piazza Cavour, 4/5
◇ **ASCOLI PICENO**
Libreria MASSIMI
Corso V. Emanuele, 23
Libreria PROPERI
Corso Mazzini, 188
◇ **MACERATA**
Libreria SANTUCCI ROSINA
Piazza Annessione, 1
Libreria TOMASSETTI
Corso della Repubblica, 11
◇ **PESARO**
LA TECNOGRAFICA
di Mattioli Giuseppe
Via Mameli, 80/82

MOLISE

◇ **CAMPOBASSO**
Libreria DI.E.M.
Via Capriglione, 42-44
◇ **ISERNIA**
Libreria PATRIARCA
Corso Garibaldi, 115

PIEMONTE

◇ **ALESSANDRIA**
Libreria BERTOLOTTI
Corso Roma, 122
Libreria BOFFI
Via dei Martiri, 31
◇ **ALBA (Cuneo)**
Casa Editrice ICAP
Via Vittorio Emanuele, 19
◇ **ASTI**
Libreria BORELLI TRE RE
Corso Alfieri, 364
◇ **BIELLA (Vercelli)**
Libreria GIOVANNACCI
Via Italia, 6
◇ **CUNEO**
Casa Editrice ICAP
Piazza D. Galimberti, 10
◇ **TORINO**
Casa Editrice ICAP
Via Monte di Pietà, 20

PUGLIA

◇ **ALTAMURA (Bari)**
JOLLY CART di Lorusso A. & C.
Corso V. Emanuele, 65
◇ **BARI**
Libreria FRATELLI LATERZA
Via Crisanzio, 16
◇ **BRINDISI**
Libreria PIAZZO
Piazza Vittoria, 4
◇ **CORATO (Bari)**
Libreria GIUSEPPE GALISE
Piazza G. Matteotti, 9
◇ **FOGGIA**
Libreria PATIERNO
Portici Via Dante, 21
◇ **LECCE**
Libreria MILELLA
di Lecce Spazio Vivo
Via M. Di Pietro, 28
◇ **MANFREDONIA (Foggia)**
IL PAPIRO - Rivendita giornali
Corso Manfredi, 126
◇ **TARANTO**
Libreria FUMAROLA
Corso Italia, 229

SARDEGNA

◇ **ALGHERO (Sassari)**
Libreria LOBRANO
Via Sassari, 65
◇ **CAGLIARI**
Libreria DESSI
Corso V. Emanuele, 30/32
◇ **NUORO**
Libreria DELLE PROFESSIONI
Via Manzoni, 45/47
◇ **ORISTANO**
Libreria SANNA GIUSEPPE
Via del Ricovero, 70
◇ **SASSARI**
MESSAGGERIE SARDE
Piazza Castello, 10

SICILIA

◇ **CALTANISSETTA**
Libreria SCIASCIA
Corso Umberto I, 36
◇ **CATANIA**
ENRICO ARLIA
Rappresentanze editoriali
Via V. Emanuele, 62
Libreria GARGIULO
Via F. Riso, 56/58
Libreria LA PAGLIA
Via Etnea, 393/395
◇ **ENNA**
Libreria BUSCEMI G. B.
Piazza V. Emanuele
◇ **FAVARA (Agrigento)**
Cartolibreria MILIOTO ANTONINO
Via Roma, 60
◇ **MESSINA**
Libreria PIROLA
Corso Cavour, 47
◇ **PALERMO**
Libreria FLACCOVIO DARIO
Via Ausonia, 70/74
Libreria FLACCOVIO LICAF
Piazza Don Bosco, 3
Libreria FLACCOVIO S.F.
Piazza V. E. Orlando, 15/16
◇ **RAGUSA**
Libreria E. GIGLIO
Via IV Novembre, 39
◇ **SIRACUSA**
Libreria CASA DEL LIBRO
Via Maestranza, 22
◇ **TRAPANI**
Libreria LO BUE
Via Cassio Cortese, 8

TOSCANA

◇ **AREZZO**
Libreria PELLEGRINI
Via Cavour, 42
◇ **FIRENZE**
Libreria MARZOCCO
Via de' Martelli, 22 R
◇ **GROSSETO**
Libreria SIGNORELLI
Corso Carducci, 9
◇ **LIVORNO**
Libreria AMEDEO NUOVA
di Quilici Irma & C. S.n.c.
Corso Amedeo, 23/27
◇ **LUCCA**
Editrice BARONI
di De Mori Rosa s.a.s.
Via S. Paolino, 45/47
Libreria Prof.le SESTANTE
Via Montanara, 9
◇ **MASSA**
GESTIONE LIBRERIE
Piazza Garibaldi, 8
◇ **PISA**
Libreria VALLERINI
Via dei Mille, 13
◇ **PISTOIA**
Libreria TURELLI
Via Macallè, 37
◇ **SIENA**
Libreria TICCI
Via delle Terme, 5/7

TRENTINO-ALTO ADIGE

◇ **BOLZANO**
Libreria EUROPA
Corso Italia, 6
◇ **TRENTO**
Libreria DISERTORI
Via Diaz, 11

UMBRIA

◇ **FOLIGNO (Perugia)**
Libreria LUNA di Verri e Bibi s.n.c.
Via Gramsci, 41
◇ **PERUGIA**
Libreria SIMONELLI
Corso Vannucci, 82
◇ **TERNI**
Libreria ALTEROCCA
Corso Tacito, 29

VENETO

◇ **PADOVA**
Libreria DRAGHI - RANDI
Via Cavour, 17
◇ **ROVIGO**
Libreria PAVANELLO
Piazza V. Emanuele, 2
◇ **TREVISO**
Libreria CANOVA
Via Calmaggiore, 31
◇ **VENEZIA**
Libreria GOLDONI
San Marco 4742/43
Calle dei Fabri
◇ **VERONA**
Libreria GHELFI & BARBATO
Via Mazzini, 21
Libreria GIURIDICA
Via della Costa, 5
◇ **VICENZA**
Libreria GALLA
Corso A. Palladio, 41/43

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:
- presso l'Agenzia dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA, piazza G. Verdi, 10;
- presso le Concessionarie speciali di:
BARI, Libreria Laterza S.p.a., via Sparano, 134 - BOLOGNA, Libreria Ceruti, piazza dei Tribunali, 5/F - FIRENZE, Libreria Pirola (Etruria S.a.s.), via Cavour, 46/r - GENOVA, Libreria Baldaro, via XII Ottobre, 172/r - MILANO, Libreria concessionaria «Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato» S.r.l., Galleria Vittorio Emanuele, 3 - NAPOLI, Libreria Italiana, via Chiaia, 5 - PALERMO, Libreria Flaccovio SF, via Ruggero Settimo, 37 - ROMA, Libreria Il Tritone, via del Tritone, 61/A - TORINO, Cartiere Miliani Fabriano - S.p.a., via Cavour, 17;
- presso le Librerie depositarie indicate nella pagina precedente.

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Marketing e Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - Piazza G. Verdi, 10). Le suddette librerie concessionarie speciali possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano e accompagnati dal relativo importo.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1994

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio al 31 dicembre 1994
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1994 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1994

ALLA PARTE PRIMA - LEGISLATIVA

Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari:

- annuale	L.	357.000
- semestrale	L.	195.500

Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale:

- annuale	L.	65.500
- semestrale	L.	46.000

Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee:

- annuale	L.	200.000
- semestrale	L.	109.000

Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali:

- annuale	L.	65.000
- semestrale	L.	45.500

Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:

- annuale	L.	199.500
- semestrale	L.	108.500

Tipo F - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:

- annuale	L.	687.000
- semestrale	L.	379.000

Integrando il versamento relativo al tipo di abbonamento della Gazzetta Ufficiale, parte prima, prescelto con la somma di L. 98.000, si avrà diritto a ricevere l'indice repertorio annuale cronologico per materie 1994.

Prezzo di vendita di un fascicolo della *serie generale*	L.	1.300
Prezzo di vendita di un fascicolo delle *serie speciali I, II e III*, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.300
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale «Concorsi ed esami»*	L.	2.550
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili*, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.300
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.400
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.400

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L.	124.000
Prezzo di vendita di un fascicolo ogni 16 pagine o frazione	L.	1.400

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L.	81.000
Prezzo di vendita di un fascicolo	L.	7.350

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1994
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo mediante 52 spedizioni settimanali raccomandate	L.	1.300.000
Vendita singola: per ogni microfiches fino a 96 pagine cadauna	L.	1.500
per ogni 96 pagine successive	L.	1.500
Spese per imballaggio e spedizione raccomandata	L.	4.000

N.B. — Le microfiches sono disponibili dal 1° gennaio 1983. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%

ALLA PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L.	336.000
Abbonamento semestrale	L.	205.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.450

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, nonché quelli di vendita dei fascicoli delle annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, sono raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione di una fascetta del relativo abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA
abbonamenti ☎ (06) 85082149/85082221 - vendita pubblicazioni ☎ (06) 85082150/85082276 - inserzioni ☎ (06) 85082145/85082189

* 4 1 1 2 0 0 0 4 4 0 9 4 *

L. 7.000